

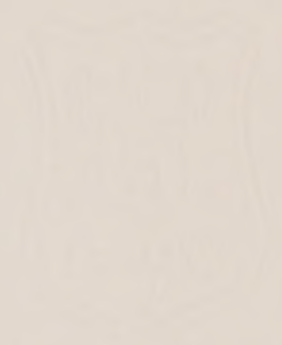
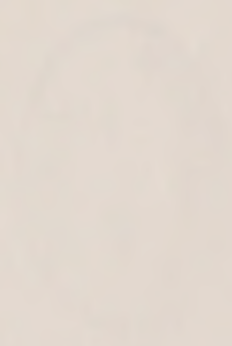
CA1
BD
-72 R76

Running Records.
Bilingual Districts
Advisory Board
Vol. 1.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS
AYANT TRAIT A LA CONSTITUTION
DU SECOND CONSEIL CONSULTATIF
DES DISTRICTS BILINGUES.

1. Ordre en Conseil établissant le second Conseil consultatif.
2. Communiqué de presse no 5-3072F
News release No. 5-3072F.
3. Convocation des membres à la première réunion plénière.
4. Liste du personnel de soutien en date du 26 juin 1972.
5. Procès-verbal de la première réunion - 28 et 29 juin 1972.





THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO

500 EAST HARTWELL STREET



CANADA

PRIVY COUNCIL • CONSEIL PRIVÉ

P.C. 1972-1125

25 May, 1972

(Le Secrétaire d'Etat

MAI 29 1972

Chambre des communes

WHEREAS the Clerk of the Privy Council has received from the Chief Statistician, pursuant to subsection 14(1) of the Official Languages Act, a return certified by him showing the population of each of the provinces and census districts in Canada, categorized according to the official languages spoken as a mother tongue by persons resident therein as ascertained by the 1971 census.

THEREFORE, HIS EXCELLENCY THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL, on the recommendation of the Secretary of State, pursuant to subsection 14(1) of the Official Languages Act and part I of the Inquiries Act, is pleased hereby to direct that the following persons be appointed as commissioners to constitute a Bilingual Districts Advisory Board to exercise and perform the powers and duties conferred upon a Bilingual Districts Advisory Board by the Official Languages Act:

Mr. Harry Hickman, Victoria, British Columbia
Mr. Léopold Lamontagne, Ottawa, Ontario
Mr. Paul Fox, Toronto, Ontario
Mr. Albert Régimbald, Sudbury, Ontario
Mr. (Justice) Alfred Monnin, St-Boniface, Manitoba
Mrs. A.W.R. Carrothers, Calgary, Alberta
Mrs. Eleanor Duckworth, Halifax, Nova Scotia
Mr. Adélard Savoie, Moncton, New Brunswick
Mr. William S. Mackey, Ste-Foy, Quebec
Mrs. Yvonne R. Raymond, Montreal, Quebec

HIS EXCELLENCY THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL is further pleased, pursuant to subsection 14(2) of the Official Languages Act, to direct that Mr. Paul Fox be designated as Chairman of the Bilingual Districts Advisory Board.

HIS EXCELLENCY THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL is further pleased to direct that:

- (a) the Commissioners be authorized to exercise all the powers conferred on them by section 11 of the Inquiries Act;
- (b) the Commissioners be authorized to sit at such times and at such places as they may decide from time to time;
- (c) the Commissioners be authorized to engage the services of such counsel, staff and technical advisers as they may require, at rates of remuneration and reimbursement approved by the Treasury Board; and
- (d) the Commissioners shall file with the Dominion Archivist the papers and records of the Bilingual Districts Advisory Board after the conclusion of the inquiry.

W. A. Johnston



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115506826>

news release communiqué

Communiqué n° 5-3072F

release date
date de parution

Immédiate

NOMINATION DES MEMBRES DU NOUVEAU CONSEIL CONSULTATIF DES DISTRICTS BILINGUES

OTTAWA -- Le Secrétaire d'Etat, M. Gérard Pelletier, vient d'annoncer les noms des membres du nouveau Conseil consultatif des districts bilingues.

Les membres du Conseil sont: Mlle Eleanor Duckworth, de Halifax, M. Adélarde Savoie, de Moncton, M. William Mackey, de Québec, Mme Yvonne Raymond, de Montréal, le Dr Harry Hickman, de Victoria, le professeur Paul Fox, de l'Université de Toronto, le R.P. Albert Regimbal, de Sudbury, M. Léopold Lamontagne, d'Ottawa, le juge Alfred Monnin, de St-Boniface et Mme A.W.R. Carrothers, de Calgary.

Le Dr Hickman, le professeur Paul Fox, le juge Alfred Monnin et M. Adélarde Savoie étaient membres du premier Conseil consultatif.

Le Secrétaire d'Etat a indiqué que le président du nouveau Conseil consultatif serait M. Paul Fox.

La création d'un nouveau Conseil consultatif des districts bilingues est la conséquence de la publication récente des données du recensement de 1971 sur la population canadienne.

Aux termes de la Loi sur les langues officielles, le gouverneur en conseil doit constituer un nouveau conseil après chaque recensement décennal et après avoir reçu du statisticien fédéral les données statistiques requises.

En vertu de son mandat, le Conseil consultatif des districts bilingues doit faire des recommandations au gouvernement au sujet de l'étendue et de la délimitation des districts dans tout le Canada à partir des données démographiques les plus récentes.

Dans un communiqué publié le 15 mai dernier, le Secrétaire d'État avait laissé entendre que la création immédiate du Conseil permettrait au gouvernement de proclamer des districts bilingues au cours des douze prochains mois.

Il avait en outre indiqué que le nouveau Conseil étudierait les données du recensement à la lumière des recommandations du Conseil précédent.

Ces recommandations ayant été faites quelque temps seulement avant la publication des données du recensement de 1971, le gouvernement avait jugé préférable de ne pas proclamer de districts bilingues et de créer au plus tôt un nouveau Conseil consultatif.

(Suivent des notes biographiques sur les 10 nouveaux commissaires.)

Renseignements: Pierre O'Neil

Ottawa (613) 995-6445

NOTICE BIOGRAPHIQUE

ELEANOR RUTH DUCKWORTH

Née le 29 octobre 1935, à Montréal.

Études

Écoles publiques de Montréal et Halifax. B.A. en philosophie "magna cum laude" en 1957, au Collège Colby, de Waterville (Maine). Études de psychologie à la Sorbonne, Paris, en 1958, et à l'Université de Genève (Suisse) (diplôme en psychologie générale, 1959; diplôme en psychologie pédagogique, 1960; licence en psychologie de l'enfance, 1960).

Carrière

Adjoint à la recherche et à l'enseignement auprès de théoriciens de l'apprentissage chez l'enfant, J. Piaget (Université de Genève, 1958-1960) et Jerome Bruner (Université Harvard, 1960-1962.) Élaboration de programmes d'étude et de formation des maîtres dans le domaine des sciences de l'éducation (enseignement élémentaire) à l'Education Development Center de Newton (Mass.), de 1962 à 1966. En 1966-1967, elle est professeur au niveau primaire à l'École Nouvelle d'Outremont (Québec). Chargée de cours en psychologie pédagogique à l'Université de Montréal, en 1968 et en 1970. Chargée de l'évaluation des programmes d'études au niveau primaire en Afrique, à l'Education Development Center de Newton (Mass.), et séjour en Afrique, de 1968 à 1969. Conseiller en enseignement auprès de nombreuses universités et établissements d'enseignement au Canada et aux États-Unis, ainsi que conseiller auprès de l'Église Unie du Canada, les gouvernements de l'Ontario et du Québec et l'Office national du film. Actuellement, chercheur principal à l'Atlantic Institute of Education.

Autres activités

Depuis, 1963, traductrice de travaux de J. Piaget. Auteur et coauteur d'articles sur Piaget et sur l'apprentissage chez l'enfant, et de plusieurs manuels d'enseignement au niveau primaire à l'usage des maîtres.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Adélarde Savoie

Né le 21 novembre 1922, à Lower Neguac (Nouveau-Brunswick).

Etudes

Ecole primaire de Lower Neguac; Université St-Joseph à Moncton (B.A.) puis Université Laval (Baccalauréat en sciences sociales; études de droit à Moncton de 1947 à 1950; admission au barreau du Nouveau-Brunswick en 1950.

Carrière

Pratique du droit à Moncton de 1950 à 1967; Conseiller de la Reine en octobre 1966.

Président de Acadia Printing Ltd. (éditeur de l'Evangéline) de 1945 à 1965.

Depuis 1967, recteur de l'Université de Moncton, membre du conseil d'administration de la Commission canadienne à l'UNESCO, directeur du programme pour l'organisation internationale du centenaire.

Membre du Research and Productivity Council du Nouveau-Brunswick.

Autres activités

Député du comté de Northumberland à l'Assemblée législative Nouveau-Brunswick de 1948 à 1950.

Maire de la ville de Dieppe et membre du conseil de comté de Westmorland de 1952 à 1954.

Organisateur en chef des fêtes du bicentenaire de l'Acadie en 1954-1955.

Vice-président de l'Association acadienne pour l'éducation de 1954 à 1964 et conseiller juridique de la même association de 1964 à 1967.

Conseiller juridique de la Société Nationale des Acadiens de 1957 à 1967.

Conseiller juridique de la Société l'Assomption de 1955 à 1967 et premier vice-président général de la même association de 1959 à 1967.

Membre de la direction de l'Association canadienne pour l'éducation en français, de 1961 à 1967.

Membre de la délégation canadienne à la Conférence internationale sur l'éducation, à Genève en 1965.

Membre de la Société historique acadienne.

Famille

Marié, trois enfants.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

WILLIAM FRANCIS MACKEY

Né à Winnipeg en 1918, M. William Francis Mackey fait ses premières études au Manitoba (B.A., Université du Manitoba). Il fréquente ensuite l'Université Laval, à Québec (M.A.) et, en 1943, il étudie la philologie comparée à l'Université Columbia à New York.

De 1946 à 1948, il poursuit ses études à l'Université Harvard où il obtient une maîtrise en linguistique; il devient ensuite docteur ès lettres à la suite de cours à l'Université de Genève en Suisse.

Depuis 1942, M. Mackey a été conférencier et professeur au Canada, aux Etats-Unis, en Angleterre, en Australie, en France, en Suisse, en Finlande et à la Jamaïque.

Il est l'auteur de nombreux documents et articles de recherche dans les domaines de la linguistique, du bilinguisme et sur des sujets connexes. Près d'une centaine de ses articles ont été publiés dans différentes langues et différents pays.

Au cours de sa carrière, il a occupé les autres postes suivants:

1961: Directeur de la Division de l'enseignement des langues à la Faculté des lettres de l'Université Laval (Québec);

1962: Chef de mission et directeur du colloque spécial de l'UNESCO sur la formation aux techniques modernes d'enseignement des langues (Helsinki);

1967-1970: Directeur général du Centre international de recherches sur le bilinguisme (Québec);

1945-1960: Fondateur et directeur des laboratoires de langues à l'Université Laval (Québec);

1967: Organisateur et président général du Colloque international de l'UNESCO sur la définition et l'évaluation du bilinguisme (Moncton);

1966: Hôte et président du comité d'organisation de la 7e Conférence internationale sur les problèmes liés à la seconde langue (Québec);

1947: Directeur de l'adaptation, à titre expérimental, de longs métrages pour l'enseignement des langues (Subvention Rockefeller accordée par l'Université Harvard);

1948: Directeur de l'expérience Fairford sur le transfert des moyens d'enseignement (financée par le Comité d'éducation des Polonais en Grande-Bretagne);

1949: Directeur de l'expérience Fairsea sur l'orientation linguistique des immigrants (financée par l'Office d'éducation du Commonwealth);

1959: Directeur du sondage sur le vocabulaire utilisé dans les régions d'expression française (Office de la langue française et subventions des Musées nationaux);

1955-1956: Surveillant de la Section de linguistique, Division de la recherche de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Commission du gouvernement canadien);

1967-1970: Directeur général et directeur de la recherche au Centre international de recherches sur le bilinguisme (Subvention de la Fondation Ford).

Délégations

1952: Délégué du Canada au 7e Congrès international des linguistes (Londres);

1957: Délégué du Canada au 8e Congrès international des linguistes (Oslo);

1960: Délégué du Canada au Colloque international sur le bilinguisme en éducation (Aberystwyth);

1967: Délégué du Canada au 10e Congrès international des linguistes (Bucarest).

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Yvonne R. Raymond

Directeur
Fédération des Oeuvres de Charité
canadiennes-françaises
445, St-François Xavier
Montréal, P.Q.
Tél.: 849-8101 (bureau)
737-1532 (résidence)

Éducation

Baccalauréat ès Arts, Université de Montréal, 1945.

Maîtrise en Service social, Université de Montréal, 1948.

Cours libre, été 1967, sur l'enquête de participation,
sessions avancées en Service social, Université de
Sherbrooke.

Expérience

1948-1949: Travailleuse sociale au Service de la Commission
des Écoles catholiques de Montréal.

1968-1969: Travailleuse sociale à l'Association du Québec
pour les déficients mentaux.

1969-1970: Directeur des programmes à l'Association cana-
dienne pour la santé mentale.

1970-1971-1972: Directeur général, Fédération des oeuvres de
charité canadiennes-françaises.

1960-1971: Mlle Raymond oeuvre dans une multitude de
domaines sociaux. Elle est membre de nombreuses
associations sociales parmi lesquelles elle occupe
des postes de présidente, vice-présidente et
secrétaire. Elle est l'auteur de "Les femmes
diplômées face à l'éducation permanente et au
monde du travail" publié en 1967.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Walter Henry HICKMAN

Né le 15 mai 1909, à Wetaskiwin (Alberta)

Études

École normale provinciale de Victoria, 1926-1927

Université de la Colombie-Britannique (B.A., mention français) en 1930.

Université de Paris (Diplôme des professeurs de français à l'étranger), en 1931.

Diplôme de l'école d'été de l'Université McGill, en 1937.

Université de la Colombie-Britannique, maîtrise en français, en 1938.

Université de Paris, doctorat, en 1947.

Bourses et récompenses

Bourse d'études supérieures de l'Université McGill, en 1928.

Bourse du Gouvernement français, en 1930.

Médaille d'or du Gouverneur général, en 1930. Médaille et bourse de l'école d'été de l'Université McGill, en 1937. Bourse du Gouvernement français, en 1947. Médaille du Gouvernement français. Médaille de la Reine. Bourse du Conseil des arts du Canada en vue d'un séjour d'études en France, en 1960. Bourse du Conseil des arts du Canada (congé d'études) en vue d'un séjour d'études en France, en 1968.

Activités

Université de Victoria

- professeur de français (depuis 1963).
- chef intérimaire du département de français (1969-1970).
- chef du département des langues modernes (1963-1968).
- président intérimaire (1963-1964).
- principal du Collège Victoria (1952-1963).
- professeur de français (Collège Victoria) (1939-1963).

École secondaire de Victoria

- professeur de français et d'anglais (1932-1938).

Université de la Colombie-Britannique

- conférencier invité (1931-1932).

Divers

Ancien président de la Galerie d'art de Victoria. Coauteur d'un ouvrage en deux volumes intitulé Le Québec, tradition et évolution (1967).

Marié à Grace M. Parkinson. Ils ont deux enfants: Janice et Alan.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Paul Fox, professeur

Adresse Département d'économie politique
Université de Toronto
100, rue St-George
Toronto 5, (Ontario)

Né à Orillia (Ontario) le 22 septembre 1921. Famille originaire du Nouveau-Brunswick.

Études

Études primaires et secondaires à Ottawa et à Barrie (Ontario).
B.A. en 1944 et M.A. en 1947 à l'Université de Toronto.
Obtient son Ph.D. à l'École des sciences économiques et politiques de London (University de London).
Reçoit une bourse du Conseil des arts pour l'année 1970-1971.

Expérience

Infanterie canadienne en 1944 et 1945.
Conférencier et professeur adjoint de 1948 à 1954 à l'Université Carleton d'Ottawa.
Enseigne à l'Université de Toronto depuis 1954; actuellement professeur de sciences politiques.
Rédacteur en chef, de 1961 à 1964, de la revue mensuelle sur les affaires publiques The Canadian Commentator.

Autres activités

Commentateur sur les affaires publiques, à la radio et à la télévision.
Membre du Comité consultatif sur la recherche de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.
Membre du Comité consultatif pour le programme d'études sur le Canada français de l'Université McGill.
Membre du Comité consultatif de l'Ontario sur la Confédération.
Membre de la Political Science Association.
Membre de la Société canadienne de Science politique.
Membre de l'American Political Science Association.

Publications

Divers articles et monographies dans des journaux et des revues spécialisées.
Politics Canada, A Book of Readings in Canadian Politics, 1963.
Canadian Government, livre de poche, 1964.
Battlefront, The Fight for Liberty, 1965, manuel destiné aux élèves de 12e année du ministère de l'Education de l'Ontario.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

ALBERT ADRIEN REGIMBAL

Albert Adrien Regimbal est né le 7 septembre, 1915 à Sudbury, Ontario. Il fit ses études primaires à Sudbury et à North Bay. En 1929 il s'inscrivit au Collège du Sacré-Coeur de Sudbury. Ses études de rhétorique terminées, il entra au noviciat de la Compagnie de Jésus à Montréal en 1935. Au cours de sa formation chez les Jésuites, il obtint le B.A. de l'Université de Montréal et la licence en philosophie ainsi que celle de théologie à l'Université Grégorienne, en 1949. Père Regimbal s'est toujours intéressé de très près à la vie culturelle et sociale de la communauté francophone d'Ontario. En 1950 il fondait le Centre des Jeunes, organisme qui se voue aux loisirs culturels.

Il fit un séjour d'un an en Europe, en 1958, où il étudia le fonctionnement des mouvements de jeunesse et d'éducation sociale dans divers pays. Père Regimbal a pris une part active dans diverses organisations syndicales civiques et d'éducation populaire. Il a été un des membres fondateurs de l'Association canadienne des Centres de Loisirs. Il est membre du Conseil de direction du Comité Interprovincial de la Diffusion culturelle. Il a fait partie du Comité franco-ontarien d'enquête culturelle. En 1969 il fonda l'Ordre du Mérite de la culture française. Il est membre du Bureau de Direction de la Fédération-Canadienne du Civisme. Il est vice-président du Comité du Maire des Droits de l'homme. Père Regimbal fait partie de la Commission consultative d'Héritage Ontario.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Léopold Lamontagne

Né le 8 juillet 1910, à Mont-Joli (Québec).

Études

Université Laval - B.A., 1931.

Université Laval - License ès lettres (École normale supérieure), 1934.

Université d'Ottawa - Ph. D. (Littérature canadienne), 1944.

Université de Paris - Docteur ès lettres, 1955.

Bourses

Canadian Humanities Society, 1953-1954.

Société royale du Canada, 1954-1955.

Carrière

Université d'Ottawa - Directeur du service d'admission, niveau collégial et universitaire (depuis 1967).

Université Laval - Doyen de la Faculté des Lettres (1963-1967); professeur titulaire et directeur des cours de français pendant l'été (1961-1963).

Royal Military College, Kingston (Ontario).

Professeur et directeur de la section des langues modernes (1955-1961); professeur agrégé, département de français (1948-1952).

Collège militaire royal de Saint-Jean (Québec).

Directeur du département de français (1952-1954).

Bureau des traductions de l'Armée, Réviseur, directeur (1942-1948).

Centre d'instruction militaire de Rimouski, Adjudant, capitaine (1940-1942).

Séminaire de Rimouski, Professeur, rhétorique et beaux-arts (1934-1940).

Autres activités

Éditeur du rapport annuel de la Société Historique et membre de la direction (1950-1959).

Rédaction de nombreux articles sur l'histoire du Canada et la littérature, notamment pour "The Canadian Historical Review", le "Queen's Quarterly" et la revue Chatelaine de Montréal.

En 1960, M. Lamontagne prépare une série de 40 articles sur la littérature canadienne-française et les auteurs canadiens, pour l'encyclopédie Grolier de New York.

Divers

M. Lamontagne est vice-président de la Société des écrivains canadiens-français (section d'Ottawa) et secrétaire honoraire de la Société royale du Canada. Il est marié et a quatre enfants.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

ALFRED MAURICE MONNIN, JUGE

Alfred Maurice Monnin naît le 6 mars 1920 à Winnipeg, au Manitoba. Il fréquente l'école secondaire Provencher et le collège des Jésuites de Saint-Boniface où il termine son B.A. en 1939.

Il sert dans l'Infanterie canadienne de 1941 à 1945 et, de 1943 à 1945, il vécu outre-mer.

En 1946, à son retour au Canada, il termine le L.L.B. à l'Université du Manitoba, et est admis au barreau la même année. Il ouvre un bureau d'avocats en association avec M. Beaubien, juge, aujourd'hui décédé.

M. Monnin est nommé juge de tribunal de simple police en 1956, et C.R. en 1957. La même année, il est également nommé à la Cour du Banc de la Reine et, en 1962, à la Cour d'appel.

Pendant cette période, il joue un rôle actif au sein des collectivités de Winnipeg et de Saint-Boniface. D'abord président de la Commission des écoles publiques de Saint-Boniface de 1955 à 1957, par la suite président du conseil d'administration de la School Division Boundaries Commission (instituée en vue de diviser la province en secteurs relativement aux écoles secondaires), il deviendra président du Club Canadian de Winnipeg, de l'Orchestre symphonique de Winnipeg et de l'Association des Canadiens-français du Manitoba. M. Monnin fut également président du Festival d'art dramatique du Canada en 1962 et président du conseil consultatif du Sanatorium Saint-Boniface et de l'hôpital Taché.

Il est actuellement président du conseil au Collège Saint-Boniface, vice-président de l'Institut Vanier de la famille, et membre de la Commission d'appel des pensions. Il a été membre de la Conférence nationale du Centenaire, de la Conférence du centenaire du Manitoba, du comité des Jeux pan-américains et du Conseil de l'enseignement supérieur du Manitoba. De plus, il est ancien président de l'Alliance française du Manitoba.

M. Monnin a épousé Denise Pelletier en 1943. Ils ont cinq garçons.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Mme A.W.R. Carrothers

Adresse 1356, avenue Montréal
Calgary (Alberta) T2T 0Z5

Née à Kingston (Ontario) le 25 janvier 1928.

Enfance dans l'île de Salt Spring (C.-B.), à Vancouver et à Victoria.

Études

Diplôme de l'école Mountain (Miss Greenham's School), de Banff.

B.A. en histoire et sciences politiques de l'Université de la Colombie-Britannique (1947).

Études en relations internationales au London School of Economics.

Formation pédagogique à London University en 1960.

Expérience

Recherchiste aux Archives publiques de la Colombie-Britannique, de 1951 à 1952.

Secrétaire à l'Université de la Colombie-Britannique, de 1953 à 1955.

Secrétaire particulière d'un courtier en valeurs mobilières, de 1957 à 1959.

Professeur au niveau secondaire (premier cycle) à Londres, de 1960 à 1961.

Activités

Directrice fondatrice de la London French School, poste qu'elle occupe de 1964 à 1968.

Enseignement de l'anglais à des Néo-Canadiens de London (Ontario), pendant un an.

Directrice fondatrice de la Calgary French School, poste qu'elle occupe de 1971 à 1972.

Participation active au mouvement de création d'une école publique bilingue à Calgary.

Présidente de la campagne de la Fondation du coeur pour la ville Calgary, à deux reprises.

Membre du conseil d'administration de la Fondation du coeur pour l'Alberta.

Membre du Comité des femmes du théâtre de Calgary.

Membre du Comité pour un Canada indépendant.

Présidente honoraire du Cercle féminin de l'Université, présidente du Cercle féminin de la Faculté et présidente de la section féminine du Club canadien de Calgary.

Passe-temps

Le jardinage, la décoration intérieure, le ski, la voile, la marche, les sports nautiques.

État civil

Mariée à Alfred William Carrothers, président de l'Université de Calgary. Ils ont trois enfants: Mathew, Jonathon et Alexandra.



Release No. 5-3072E

release date
date de parution

Immediate

APPOINTMENT OF MEMBERS OF THE NEW BILINGUAL
DISTRICTS ADVISORY BOARD177-2 ✓
72 -

OTTAWA -- Secretary of State, Gérard Pelletier, today announced the appointment of the ten members of the new Bilingual Districts Advisory Board.

The board members are: Miss Eleanor Duckworth of Halifax, Adélard Savoie of Moncton, William Mackey of Quebec City, Mrs. Yvonne Raymond of Montreal, Dr. Harry Hickman of Victoria, Professor Paul Fox of the University of Toronto, Reverend Father Albert Régimbal of Sudbury, Mr. Léopold Lamontagne of Ottawa, Judge Alfred Monnin of Saint-Boniface and Mrs. A.W.R. Carrothers of Calgary.

Dr. Hickman, Professor Fox, Judge Monnin and Mr. Savoie were members of the first Advisory Board.

The Secretary of State said that Professor Fox would be chairman of the new Advisory Board.

The new Bilingual Districts Advisory Board has been created as a result of the recent publication of census data on the Canadian people.

Under the Official Languages Act, the Governor-in-Council must constitute a new board after each decennial census, after it has received the necessary statistical data from Statistics Canada.

Under the terms of its mandate, the Bilingual Districts Advisory Board makes recommendations to the government on the size and boundaries of the districts throughout Canada, based on the most recent demographic data.

In a news release published May 15, the Secretary of State had suggested the immediate establishment of the board would enable the government to announce bilingual districts during the next 12 months.

He also stated that the new board would study the census data in the light of the previous board's recommendations.

Since these recommendations had only been made shortly before the 1971 census data was published, the government had felt it would be preferable not to proclaim the bilingual districts but to set up a new Advisory Board as soon as possible.

(Biographical sketches of the 10 new members follow.)

Reference: Pierre O'Neil
Ottawa (613) 995-6445

Biographical notes

ELEANOR RUTH DUCKWORTH

Born:

October 29, 1935 in Montreal.

Education:

Attended public school in Montreal and Halifax. B.A. in philosophy magna cum laude in 1957 from Colby College, Waterville, Maine. Studied psychology at the Sorbonne Paris in 1958, then at the University of Geneva, Switzerland (diploma in general psychology 1959; diploma in pedagogic psychology 1960; license in child psychology 1960).

Career:

Research and teaching assistant with child learning theorists J. Piaget, University of Geneva 1958-60, and Jerome Bruner, Harvard University 1960-62. Curriculum development and teacher training for elementary school science at Education Development Center, Newton, Mass. 1962-66. Elementary school teacher at L'Ecole Nouvelle, Outremont, Quebec 1966-67. Responsible for course in pedagogic psychology at the University of Montreal 1968 and 1970. Program evaluator for African Primary Science Program, Education Development Center, Newton, Mass. and Africa 1968-69. Consultant in elementary education 1967-71 to many universities and educational institutions in the U.S. and Canada, including the United Church of Canada, the governments of Ontario and Quebec, and the National Film Board. Now senior research associate at the Atlantic Institute of Education.

Other Activities:

Since 1963 translator for J. Piaget. Author and co-author of articles on Piaget and on child learning, and of several teachers' guides for elementary science.

Biographical notes

Mr. Adelard Savoie

Born:

November 21, 1922 at Lower Neguac, New Brunswick

Schooling:

Lower Neguac Elementary School, then St. Joseph's University, Moncton. (B.A.) and Laval (Bachelor of Social Sciences). Read law in New Brunswick 1947-50: called to New Brunswick bar in 1950.

Career:

Practised law in Moncton 1950-67. Appointed Queen's Counsel in October, 1966.

President of Acadia Printing Ltd. (publisher of L'Evangéline) 1945-65.

Since 1967, president of the University of Moncton, member of the executive council of the Canadian Commission for UNESCO, director of the Centennial International Development Program. Also member of the New Brunswick Research and Productivity Council.

Other Activities:

Member for Northumberland in New Brunswick Legislature 1948-50.

Mayor of the town of Dieppe and member of Westmorland County Council 1952-54.

General organizer of Acadian bicentenary celebrations 1954-55.

Vice-president 1954-64 and legal advisor 1964-67 of the Acadian Association of Education.

Legal advisor to la Société Nationale des Acadiens 1957-67.

Legal advisor 1955-67 and first general vice-president 1959-67 of La Société l'Assomption.

Executive member of Canadian Association of French Language Education 1961-67.

Member of Canadian delegation at the International Conference of Education, Geneva, 1965.

Member of the Acadian Historical Society.

Marital status:

Married, three children.

Biographical notes

WILLIAM FRANCIS MACKEY

William Francis Mackey was born in Winnipeg in 1918 and received his earlier education in Manitoba (B.A., University of Manitoba). He later studied at the Université Laval, Quebec (M.A.) and in 1943, studied Comparative Philology at Columbia University in New York.

Further studies included a two-year term (1946-1948) at Harvard University where he graduated with an M.A. in linguistics and became a docteur ès lettres through study periods at the Université de Genève, Switzerland.

Mr. Mackey has been a lecturer and professor, since 1942, in Canada, the United States England, Australia, France, Switzerland, Finland and Jamaica.

He has written numerous research papers and articles in the fields of linguistics, bilingualism and related topics. Close to a hundred of his articles have been published in different languages and countries.

Other activities during his career:

Director of the Division of Language Didactics in the Faculty of Letters of Laval University (Quebec) 1961;

Chief of Mission and Director of the UNESCO special training seminar of contemporary language teaching techniques (Helsinki) 1962;
Executive director of the International Centre for Research on Bilingualism (Quebec) 1967-1970;

Founder and director of the Laval Language Laboratories (Quebec) 1945-1960;

Organizer and executive chairman of the UNESCO International Seminar on the Description and Measurement of Bilingualism (Moncton) 1967;

Host and chairman of the arrangements committee of the Seventh International Conference on Second Language Problems (Quebec) 1966;

Director of experiment in rescripting motion picture films for language training (Rockefeller Grant through Harvard) 1947;

Director of Fairford Experiment on the transfer of the medium of instruction (financed by the Committee for the Education of Poles in Great Britain) 1948;

Director of the Fairsea Experiment on immigrant language orientation (financed by the Commonwealth Office of Education) 1949;

Director of the Survey of Available Vocabulary in French-Speaking Areas (Office de la langue française and National Museum grants) 1959;

Supervisor of the linguistic section of the Research Division of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism (Canada Government Commission) 1955-1956;

Executive and research director of the International Center for Research on Bilingualism (Ford Foundation Grant) 1967-1970.

Delegations

Canadian delegate to the 7th International Congress of Linguists (London) 1952;

Canadian delegate to the 8th International Congress of Linguists (Oslo) 1957;

Canadian delegate to the International Seminar on Bilingualism in Education (Aberystwyth) 1960;

Canadian delegate to the 10th International Congress of Linguists (Bucharest) 1967.

Biographical notes

Yvonne R. Raymond
Director,
Federation of French Charities,
445, St-François Xavier,
Montreal, Quebec.

Tel.: 849-8101 (office)
737-1532 (home)

Education:

Bachelor of Arts, University of Montreal, 1945.
Master of Social Work, University of Montreal
1948.
Additional course, summer of 1967, on participation,
advanced studies in Social Work, University of
Sherbrooke.

Experience:

1948-1949:	Social worker, Catholic School Commission of Montreal.
1968-1969:	Social worker, the Quebec Association for the Mentally Retarded.
1969-1970:	Program director, the Canadian Mental Health Association.
1970-1972:	Director General, Federation of French Charities.
1960-1971:	Mrs. Raymond has worked in a variety of social fields. She belongs to numerous social associations, holding positions of chairman, vice-chairman and secretary. She is the author of "Les femmes diplômées face à l'éducation permanente et au monde du travail" published in 1967.

Biographical notes

Walter Henry HICKMAN

Born: Wetaskiwin, Alberta, May 15, 1909.

Educated: Provincial Normal School, Victoria, 1926-27
University of British Columbia (B.A. with First Class Honours
in French - 1930
University of Paris (Diplôme des Professeurs de Français à
l'étranger - 1931
McGill University Summer School Diploma, 1937
University of British Columbia, M.A. (French) 1938
University of Paris - Doctorat, 1947

Scholarships and Awards:

McGill University Graduate Scholarship - 1928; French Government Scholarship - 1930; Governor-General's Gold Medal 1930; McGill University Summer School Scholarship and Medal 1937; French Government Scholarship 1947; French Government Medal; Queen's Medal; Canada Council award for study in France - 1960; Canada Council Award (Professorial Leave) for study in France 1968.

Occupation

University of Victoria

- Professor of French (from 1963 to present)
- Acting Head, Department of French (1969-70)
- Head, Department of Modern Language (1963-68)
- Acting President (1963-64)
- Principal, Victoria College (1952-63)
- Professor of French (Victoria College) (1939-1963)

Victoria High School

- Teacher of French and English (1932-38)

University of British Columbia

- Sessional lecturer (1931-32)

Miscellaneous

Past president of the Victoria Art Gallery. Co-author of two volume work Le Québec Tradition et Evolution 1967.

Married to the former Grace M. Parkinson. Two children, Janice and Alan.

Biographical notes

Professor Paul Fox

Address: Department of Political Economy,
University of Toronto,
100 St. George Street,
Toronto 5, Ontario.

Born:

Orillia, Ontario. September 22, 1921. His family came from
New Brunswick.

Education:

Public schooling at Ottawa and Barrie, Ontario.

B.A. (1944) and M.A. (1947), University of Toronto.

Received degree of Doctor of Philosophy from the London School of
Economics and Political Science (University of London)

Awarded a Canada Council Fellowship, 1970-71.

Experience:

Served in Canadian Infantry Corps, 1944-45.

Lecturer and Assistant Professor at Carleton University in Ottawa
1948-54.

Has been at University of Toronto since 1954.

Presently Professor of Political Science

Editor of The Canadian Commentator, monthly magazine on public affairs,
1961-64.

Activities:

Public Affairs Commentator on radio and television

Member of the Advisory Committee on Research, Royal Commission on
Bilingualism and Biculturalism.

Member of the Advisory Committee of French Canada Studies Program,
McGill University.

Member of the Ontario Advisory Committee on Confederation.

Member, the Political Science Association.

Member, Société canadienne de Science Politique.

Member, the American Political Science Association.

Publications:

Articles and reviews in academic journals and popular publications.

Politics: Canada, A Book of Readings in Canadian Politics, 1963.

Canadian Government, paperback, 1964.

Battlefront, The Fight for Liberty, 1965 text for Grade 12, Ontario
Department of Education.

ALBERT ADRIEN REGIMBAL

Albert Adrien Regimbal was born on September 7, 1915 in Sudbury, Ontario. He received his primary education in Sudbury and North Bay. In 1929 he enrolled in the Collège du Sacré-Coeur in Sudbury. Having completed his studies in rhetoric, he entered the novitiate of the Society of Jesus in Montreal in 1935. In the course of his training with the Jesuits, he obtained the Bachelor of Arts degree from the University of Montreal and a licence in philosophy and theology from the Gregorian University in 1949. Father Regimbal has always been very interested in the cultural and social life of the French-speaking community in Ontario. In 1950 he founded the Youth Centre, an organization devoted to cultural pastimes.

He spent the year 1958 in Europe, where he studied youth movements and social education in various countries. Father Regimbal played an active role in various union, civic and educational organizations. He was one of the founding members of the Association canadienne des Centres de Loisirs (Canadian association of recreational centres). He is a member of the executive of the interprovincial committee on the promotion of culture. He was involved in the Franco-Ontarian study committee on culture. In 1969, he founded the Ordre de Mérite de la culture française, (order of merit for the French culture). He is a member of the executive of the Fédération Canadienne du Civisme, and vice-chairman of the Mayor's human rights committee. Father Regimbal also belongs to the Ontario Heritage advisory committee.

Biographical notes

LÉOPOLD LAMONTAGNE

Born: Mount Joli, Quebec, July 8, 1910

Educated: University of Laval - B.A. 1931
University of Laval - Licence ès lettres (Ecole Normale Supérieure), 1934
University of Ottawa- Ph. D. (Canadian Literature), 1944
University of Paris - Doctor of Letters, 1955

Scholarships: Canadian Humanities Society (1953-54)
Royal Society of Canada (1954-55)

Occupation:

Ottawa University - Director of College and University Admission Service (1967 to date)

University of Laval - Dean of the Faculty of Letters (1963-67); titular professor and director of summer courses in French (1961-63)

Royal Military College, Kingston, Ontario
Professor and director of the section on modern languages (1955-61); associate professor, Department of French (1948-52)

Royal Military College, St.Jean, Quebec - Director, French department (1952-54)

Army Translation Bureau (1942-48) Reviser, director

Military Instruction Centre, Rimouski - Adjutant Captain (1940-42)

Rimouski Seminary - Professor of Fine Arts and Rhetorics (1934-40)

Other Experience:

Editor, Annual report of the Historical Society and member of the executive, 1950-59.

Contributor of numerous articles on Canadian history and literature to a variety of publications, including "The Canadian Historical Review", "Queen's Quarterly", "Chatelaine Montreal".

In 1960, Dr. Lamontagne prepared a series of 40 articles on French Canadian literature and Canadian authors for Grolier Encyclopedia, New York.

Miscellaneous:

Dr. Lamontagne is Vice-president of the French Canadian Writers (Ottawa Section), and is Honorary Secretary of the Royal Society of Canada.

Biographical notes

MR. JUSTICE ALFRED MAURICE MONNIN

Mr. Justice Alfred Maurice Monnin was born in Winnipeg, Manitoba, March 6, 1920. He attended Provencher Collegiate Institute and studied at Jesuit College, Saint Boniface, receiving his B.A. in 1939.

He served in the Canadian Infantry Corps from 1941 to 1945 and was overseas from 1943 to 1945.

On his return to Canada, he completed his L.L.B. at the University of Manitoba in 1946 and was called to the Bar in the same year. He practised in partnership with the late Mr. Justice Beaubien.

Mr. Justice Monnin was made police magistrate in 1956 and a Q.C. in 1957. In that year, he was also appointed to Court of Queen's Bench and then to Court of Appeal in 1962.

Over the years he has been an active member of the Winnipeg-Saint Boniface communities. He was president of the Public School Commission of Saint Boniface from 1955-57, chairman of the School Division Boundaries Commission (set up to divide the province into secondary school divisions) and president of the Canadian Club of Winnipeg, the Winnipeg Symphony Orchestra and the Association des Canadiens français du Manitoba. Mr. Justice Monnin was also chairman of the Dominion Drama Festival in 1962 and past chairman of the Advisory Board of Saint Boniface Sanatorium and Taché Hospital.

He is chairman of the board of Saint Boniface College, vice-president of the Vanier Institute of the Family and member of the Pensions Appeal Board and was a member of the National Centennial Conference, the Manitoba Centennial Conference, the Pan-American Games committee, and the Manitoba Council on Higher Learning. He was also president of the Alliance française du Manitoba.

Mr. Justice Monnin was married in 1943 to Denise Pelletier. They have five sons.

Biographical notes

Mrs. A.W.R. Carrothers

Address: 1356 Montreal Ave.
Calgary, Alberta
T2T 0Z5

Born:

Kingston, Ontario, January 25, 1928.

Grew up on Salt Spring Island, B.C., Vancouver and Victoria.

Education:

Graduate of the Mountain School
(Miss Greenham's School), Banff.

B.A. in History and Political Science, the University of British
Columbia (1947)

Studied International Relations at the London School of Economics.

Teacher training, London (Eng.) University, 1960

Experience:

Researcher, B.C. Public Archives 1951-52

Secretary at University of British Columbia 1953-55

Private secretary to an investment broker 1957-59

Junior highschool teacher, London, England 1960-61

Activities:

Founding Director, London French School, 1964-68

Taught English to new Canadians for 1 year in London, Ontario.

Founding Director, Calgary French School, 1971-72.

active in efforts to obtain a bilingual public school in Calgary.

Twice residential chairman for Calgary for the Heart Fund Campaign.

Member, Board of Directors, the Alberta Heart Foundation.

Member, Women's Committee of Theatre Calgary.

Member, Committee for an Independent Canada.

Honorary President of University Women's Club, Faculty Women's Club
and Women's Canadian Club of Calgary.

Hobbies:

gardening, interior decorating, skiing, sailing, hiking, water sports.

Marital Status:

Married to Alfred William Carrothers, President of the University of
Calgary.

Three children, Mathew, Jonathon, Alexandra

CANADIAN NATIONAL • CANADIAN PACIFIC
TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIEN NATIONAL • CANADIEN PACIFIQUE

check
note

Telegram received by telephone Dépêche reçue par téléphone
time and date filed heure et date de réception

NL

FD OTTAWA ONT 14

1. LEOPOLD LAMONTAGNE 2238 LILAC LANE OTTAWA ONT (OFF 237-3330)
2. JUGE ALFRED M MONNIN 211 PALAIS DE JUSTICE KENNEDY ET BROADWAY
WINNIPEG 1 MAN TF 946-7305
3. MME YVONNE R RAYMOND FEDERATION DES OEUVRES DE CHARITE CANADIENNES
FRANCAISES 445 RUE ST FRANCOIS XAVIER MTL PQ
TF 849-8101
4. REV PERE ALBERT REGIMBALD 3 NORD RUE ELGIN SUDBURY ONT TF 673-4171
5. RECTEUR ADELARD SAVOIE UNIVERSITE DE MONCTON MONCTON NB TF 858-4000

charge account no.
numéro du compte

recorded by
enregistré par

MPG

tolls
coût

company or individual
compagnie ou particulier

NEIL MORRISON CONSEIL CONSULTATIF SEC D'ETAT

address and telephone
adresse, téléphone

110 RUE ARGYLE OTTAWA ONT.

CANADIAN NATIONAL • CANADIAN PACIFIC
TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIEN NATIONAL • CANADIEN PACIFIQUE

check
ots

Telegram received by telephone Dépêche reçue par téléphone
time and date filed heure et date de réception

OTTAWA ONT 15 1245P EDT

1. LEOPOLD LAMONTAGNE 2238 LILAC LANE OTTAWA ONT 237-3330
2. JUGE ALFRED M MONNIN COURT D'APPEL 211 PALAIS DE JUSTICE
KENNEDY ~~MAN~~ ET BROADWAY WINNIPEG MAN 946-7305
3. MME YVONNE R RAYMOND FEDERATION DES OEUVRES DE CHARITE
445 RUE ST FRANCOIS XAMIER MONTREAL PQ 849-8101
4. ALBERT REGIMBALD 30 NORD RUE ELGIN SUDBURY ONT 673-4171
5. RECTEUR ADELARD SAVOIE UNIV RSITE D' MONCTON MONCTON NB 858-4000

CANADIAN NATIONAL • CANADIAN PACIFIC
TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIEN NATIONAL • CANADIEN PACIFIQUE

check
nots

Telegram received by telephone Dépêche reçue par téléphone
time and date filed heure et date de réception

JE REGRETTE QU'ON A FAIT ERREUR DANS MON TELEGRAMME D'HIER CONCERNANT
LA DATE POUR LA SOIREE INFORMELLE DU PRESIDENT AVANT LA REUNION STOP
CE SERA MARDI SOIR LE 27 JUIN AU LIEU DU 26 JUIN STOP JE DOIS
CONFIRMER QUE LES DATES DE LA REUNION MEME SERONT MERCREDIT ET
JEUDI LES 28 ET 29 JUIN

NEIL MORRISON

charge account no.
numéro du compte

recorded by
enregistré par

MFG

telis
out

company or individual
compagnie ou particulier

NEIL MORRISON CONSEIL CONSULTATIF DES DISTRICTS BILINGUES

address and telephone
adresse, téléphone

SEC. D'ETAT

110 ARGYLE OTTAWA ONT

TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIEN NATIONAL • CANADIEN PACIFIQUE

48-42-791

6115B(12-67)

QJE377

QJE378(141931)

BOOK 532

CGB440

BX

BOOK

NL FD OTTAWA ONT 14

A LA DEMANDE DU PRESIDENT IL ME FAIT PLAISIR DE VOUS COMMUNIQUER
 QUE LA PREMIERE REUNION DU CONSEIL CONSULTATIF DES DISTRICTS BILINGUES
 AURA LIEU MERCREDI ET JEUDI LES 28 ET 29 JUIN A 110 RUE ARCYLLE
 OTTAWA STOP LA RENCONTRE DEBUTERA A 9 HEURES 30 MERCREDI MATIN
 ET LE TOUT DEVRAIT CE TERMINER LE LENDemain APRES-MIDI STOP
 NOUS AVONS RESERVE DES CHAMBRES POUR TOUS LES MEMBRES A L'HOTEL
 SHERATAN EL MIRADOR SITUÉ 480 RUE METCALFE AU QUEBECWAY TRÈS PRES
 DE NOTRE BUREAU POUR LES NUITS DU 27 ET 28 JUIN STOP LE 28 AU SOIR
 APRES DINNER LE PRESIDENT ACCUEILLERA DANS SA CHAMBRE LES

CANADIAN NATIONAL • CANADIAN PACIFIC

TÉLÉCOMMUNICATIONS

CANADIEN NATIONAL • CANADIEN PACIFIQUE

48-42-791

6115B(12-67)

MEMBRES DEJA ARRIVES POUR LEUR SOUHAITER UNE BIENVENUE AMICALE STOP
 IL SERAIT PREFERABLE SI CHACUN FAISAIT SES PROPRES RESERVATIONS DE
 VOYAGE MAIS SI VOUS DESIREZ QU'ON LES FASSENT POUR VOUS VEUILLEZ
 SVP NOUS TELEGRAPHIER OU TELEPHONER A FRAIS RENVERSES STOP ORDRE
 DU JOUR AVEC D'AUTRES INFORMATION VOUS PARVIENDRONT SOUS PEE PAR
 COURRIER STOP AVEC MES AMITIES

WIL MORRISON DIRECTEUR GENERAL

28 28 110 2 30 480 27 20 20 .

BILINGUAL DISTRICTS ADVISORY BOARD 1972

(Confidential)

Proposed Secretariat - Positions and Personnel as at June 26, 1972

Secretary General	- N.M. Morrison (On contract to March 31st, 1973)
Associate Secretary	- Roland Morency (On loan from Treasury Board, Bilingualism Division, Personnel Policy Branch, agreed for 6 months, subject to extension)
Administrative Officer (and officer manager)	- AS-4 - Mrs. C. Pilon (Secretary to Director, Information Canada - 7 years with B & B, on loan from Info Canada for 1 year, approval pending)
Research Officer	- ES-2 - Donald Cartwright (Economic geographer, University of Western Ontario - temporary employee part-time from July 1 - Sept. 30, 1972 full-time to termination, appointment pending)
Statistics technician	- CR-5 - Maurice Simoneau (Temporary employee with termination on staff of previous Board)
Secretary - ST-7	- Temporary position not yet filled
Secretary - ST-6	- Miss Marie-Marthe Fortin (temporary employee appointed June 12)
Secretary - ST-5	- Mrs. D. Wilson (temporary employee appointed June 14)
Steno-Typist - ST-4	- Temporary position not yet filled
Clerk-Typist - CR-2 (receptionist)	- Temporary position not yet filled
Messenger GS-MES-2	- Temporary position not yet filled.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS
A L'USAGE DES MEMBRES DU CONSEIL
POUR LA PREMIERE REUNION PLENIERE
LES 28 ET 29 JUIN, 1972.

1. Ordre du jour de la première réunion plénière du Conseil les 28 et 29 juin, 1972.
2. Demande de documentation requise par les membres du Conseil.
3. Liste des documents de base à la disposition des membres:
 - a. lettre d'accompagnement du statisticien fédéral soumettant les statistiques du recensement de 1971.
 - b. recensement de 1971 à l'égard des circonscriptions fédérales.
 - c. recensement de 1961 à l'égard des circonscriptions fédérales.
 - d. tableaux comparatifs 1961-1971.
 - e. comparaison des circonscriptions fédérales et provinciales.
 - f. notes comparant les chiffres de 1961-1971 pour les provinces, selon la langue maternelle.
 - g. notes touchant les changements de population au dessus et au dessous du 10% depuis le recensement de 1961 à celui de 1971.
 - h. effectifs des fonctionnaires au sein des districts bilingues recommandés.
 - i. questions touchant la langue aux recensements de 1961-71 et précisions.
4. Notes administratives touchant les déplacements et les réclamations y afférentes.
5. Compte rendu de la première réunion plénière.

CONSEIL CONSULTATIF DES
DISTRICTS BILINGUES

~~OTTAWA~~ OTTAWA

TÉL.: 995-7326



BILINGUAL DISTRICTS
ADVISORY BOARD

~~OTTAWA~~ OTTAWA

TEL.: 995-7326

Ottawa
1e 21 juin, 1972

Ottawa
June 21st, 1972

MEMORANDUM A: TOUS LES MEMBRES DU CONSEIL MEMORANDUM TO: MEMBERS OF THE BOARD

RE: ORDRE DU JOUR PROPOSE POUR
LA PREMIERE REUNION

RE: DRAFT AGENDA FOR
FIRST MEETING

Le président m'a demandé de vous envoyer pour vous assister, l'ordre du jour proposé que nous avons préparé pour la première réunion du Conseil la semaine prochaine, mercredi et jeudi, les 28 et 29 juin.

Cet ordre du jour n'est de fait qu'une proposition sujette à modification par les membres au moment de la rencontre.

Neil Morrison
Secrétaire général

The Chairman has asked me to send you for your convenience the attached Proposed Agenda which we have prepared for the first meeting of the Board next week, Wednesday and Thursday, June 28 and 29.

This is only tentative and is subject to revision by members of the Board at the beginning of the meeting.

Neil Morrison
Secretary General

BILINGUAL DISTRICTS

ADVISORY BOARD

1st meeting, June 28 and 29, 1972

110 Argyle St.
Ottawa

PROPOSED AGENDA

9:30AM

1. Opening of meeting and presentation of members.
2. Introductory remarks by Chairman.
3. Greeting from the Secretary of State.
4. Message from the Chairman of the first Board.
5. Adoption of the Agenda.
6. Administrative arrangements:
 - a. personnel, functions and organization of secretariat;
 - b. administrative support
- Secretary of State Dept;
 - c. honoraria and expenses;
 - d. standing advances;
 - e. travel arrangements.
7. Explanation of the Official Languages Act:
 - Discussion with Mr. T.B. Smith, Director, Advisory and International Law Division, Department of Justice and Mr. Armand de Mestral.

12 - 2:15PM - Recess for lunch.

CONSEIL CONSULTATIF
DES DISTRICTS BILINGUES

1^{ière} réunion, 28 et 29 juin, 1972

110, rue Argyle
Ottawa

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

9:30AM

1. Ouverture de la réunion et présentation des membres.
2. Remarques préliminaires du Président.
3. La bienvenue du Secrétaire d'Etat.
4. Communiqué du président du premier conseil.
5. Adoption de l'ordre du jour.
6. Dispositions administratives:
 - a. fonctions du personnel du secrétariat;
 - b. soutien administratif
- Secrétariat d'Etat;
 - c. honoraires et dépenses;
 - d. avances des frais de voyages;
 - e. arrangements de voyages.
7. Explication de la Loi sur les langues officielles:
 - Discussion avec Mte T.B. Smith, Directeur, Consultation et Droit International, Ministère de la Justice et Mte Armand de Mestral.

12 - 2:15PM - Déjeuner

8. Basic reference resources for the inquiry:
- a. 1971 census data from Statistics Canada;
 - b. maps from Mapping Division, Dept. of Energy, Mines and Resources, from Chief Electoral Officer and from provincial governments;
 - c. data concerning federal government organization and employees from Treasury Board and other departments and agencies;
 - d. report of Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism;
 - e. recommendations of first Bilingual Districts Advisory Board, March 1971 and working documents.
9. Discussion of comments upon and reception of report of first Board, including the work of the Inter-departmental Committee on Bilingual Districts.
10. Plan of work - discussion of how Board should proceed; consideration of such questions as:
- a. Board meetings in Ottawa: frequency, duration and timing;
 - b. method of inquiry:
 - (1) public hearings;
 - (2) receiving submissions;
 - (3) soliciting information and advice, etc.;
 - (4) visiting potential districts;
 - (5) specific responsibilities of Board members;
 - (6) tentative timetable.
8. Les données de base déjà à la disposition du Conseil:
- a. statistiques du recensement de 1971;
 - b. cartes du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, du Directeur Général des Elections et des gouvernements provinciaux;
 - c. données sur l'organisation du gouvernement fédéral et son personnel du Conseil du Trésor et des autres ministères et sociétés;
 - d. rapport de la Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme;
 - e. recommandations du premier Conseil consultatif des districts bilingues et les documents de travail pertinents.
9. Discussion portant sur le rapport du premier Conseil, y compris le travail du comité interministériel sur les districts bilingues.
10. Planification - méthode opérationnelle du Conseil; autres considérations telles:
- a. les rencontres du Conseil à Ottawa; leurs fréquences, durées et jours appropriés;
 - b. méthode de l'enquête:
 - (1) audiences publiques;
 - (2) soumissions des brefs;
 - (3) consultations, etc.;
 - (4) visites des districts possibles;
 - (5) rôle spécifique des membres;
 - (6) calendrier provisoire.

10. c. considerations concerning order
in which various areas
should be visited and considered:

- (1) Quebec
- (2) Ontario
- (3) New Brunswick
- (4) P.E.I. & Nova Scotia
- (5) Manitoba
- (6) Saskatchewan & Alberta
- (7) British Columbia
- (8) Newfoundland, Labrador

11. Discussions with provincial
governments.

12. Additional comments, questions
and suggestions from Board members.

13. Other business.

14. Date of next meeting.

15. Adjournment.

Neil Morrison
Secretary General

June 21, 1972
Ottawa

10. c. ordre de priorité des études
provinciales:

- (1) Quebec
- (2) Ontario
- (3) Nouveau Brunswick
- (4) Ile du Prince Edouard
Nouvelle Ecosse
- (5) Manitoba
- (6) Saskatchewan et Alberta
- (7) Colombie Britannique
- (8) Terre-Neuve et Labrador

11. Consultations avec les gouverne-
ments provinciaux.

12. Autres commentaires, questions et
propositions des membres du Conseil

13. Divers.

14. Date de la prochaine réunion.

15. Ajournement.

Neil Morrison
Secrétaire Général

le 21 juin, 1972
Ottawa

BOOK LIST

Please indicate in the margin the title of book requested.

Check if
required

- 1) Le 1er tome du Rapport de la Commission sur le Bilinguisme et le Biculturalisme "Les Langues Officielles"
- 2) Canadian Ethnic Groups Bibliography by Andrew Gregorovich - Ont. Dept. of Provincial Sec. and Citizenship, Toronto, 1972
- 3) Language and Ethnic Relations in Canada - Stanley Lieberman - John Wiley & Sons Inc. Toronto
- 4) Les Francophones du Canada - 1941-1991 - Robert Maheu
- 5) Ethnic Groups and Boundaries - Fredrik Barth
- 6) Languages in Conflict - Richard Joy - University of Carleton Press - 1971(?)

BILINGUAL DISTRICTS ADVISORY BOARD

LIST OF DOCUMENTS PROVIDING BACKGROUND INFORMATION CONCERNING CENSUS AND OTHER DATA PREPARED FOR MEMBERS OF BILINGUAL DISTRICTS ADVISORY BOARD FOR FIRST MEETING JUNE 28 & 29, 1972

1. Copy of letter of transmittal of certified return of 1971 census mother tongue population figures from W. Duffett, Chief Statistician, Statistics Canada, to G. Robertson, Clerk of the Privy Council. (see sec. 14, para. 1 of Official Languages Act.)
2. Copy of tables showing 1971 census mother tongue population figures by provinces and by federal electoral districts
3. Copy of tables showing 1961 census mother tongue population figures by provinces and by federal electoral districts
4. Comparative table, Canada and the provinces with mother tongue population totals and percentages for 1961 and 1971.
5. Memorandum re correspondence of boundaries of federal and provincial electoral districts with census divisions by provinces.
6. Comparative notes on 1961 and 1971 census mother tongue data for Canada and the provinces.
7. Memorandum re changes above or below 10% minority official language mother tongue populations (English in Quebec, French in other provinces) for federal electoral districts by provinces from 1961 census to 1971 census.
8. Distribution of federal civilian employees under the Public Service Act within federal bilingual districts recommended by first Bilingual Districts Advisory Board, March 1971. (Taken from Treasury Board study based on Central Payroll Office figures, June 1971.)
9. Census language questions and definitions.

M. Morrison

26 4 22

April 24, 1972.

Mr. R.G. Robertson,
Clerk of the Privy Council,
East Block,
Parliament Buildings.

Dear Mr. Robertson:

In accordance with Section 14 of the Official Languages Act, I am enclosing a return which I hereby certify as "showing the population of each of the provinces and census districts in Canada, categorized according to the official languages spoken as a mother tongue by persons resident therein" as ascertained by the 1971 Census.

It might be noted that a census district is defined in Section 13 of the Official Languages Act as "a census district established pursuant to the Statistics Act". According to Section 18 of the 1948 Statistics Act (as revised in 1952) which was in effect when the Official Languages Act was passed, "Census districts correspond as nearly as may be with the electoral divisions".

Thus, the enclosed return, for the purposes of satisfying the requirements of Section 14 of the Official Languages Act, shows mother tongue figures of the 1971 Census for the federal electoral districts of Canada as they were established at the last redistribution by the Representation Order proclaimed on June 16, 1966.

Yours faithfully,

Walter E. Duffett

Walter E. Duffett.

Encl.
Ottawa, Canada
K1A 0T6

c.c. Mr. Neil M. Morrison,
Secretary General,
Bilingual Districts Advisory Board,
110 Argyle Ave.,
Ottawa, Ontario.

K. P. 184

- 1971 -

M. H. Simon

26-4-71

(2)

Population by official language spoken as mother tongue, for
Canada and Provinces, 1971

Population selon la langue officielle parlée comme langue maternelle,
Canada et provinces, 1971

Province	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
CANADA	21,568,311	12,973,809 60.2	5,793,650 26.9	2,800,852 12.9
Newfoundland Terre-Neuve	522,104	98.5 514,516	0.7 3,639	0.8 3,949
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	111,641	92.4 103,102	6.6 7,363	1.0 1,176
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	788,960	93.0 733,556	4.9 39,333	2.1 16,071
New Brunswick Nouveau-Brunswick	634,557	64.6 410,400	34.0 215,727	1.4 8,430
Québec	6,027,766	13.1 789,185	4,867,250 80.7	6.2 371,329
Ontario	7,703,106	5,971,570 77.6	6.3 482,042	16.1 1,249,494
Manitoba	988,247	61.0 602,721	6.1 60,547	26.9 264,979
Saskatchewan	926,242	74.1 687,919	3.4 31,605	22.5 208,718
Alberta	1,627,874	1,263,933 77.7	2.9 46,498	19.4 317,441
British Columbia Colombie-Britannique	2,184,621	1,807,253 82.8	1.7 38,034	15.5 339,334
Yukon	18,388	83.5 15,346	2.4 450	14.1 2,592
Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest	34,807	46.8 16,306	3.3 1,162	49.9 17,339

5,793,650

4,867,250

926,400 - minorities

**Population by Official Language Spoken as Mother Tongue for
Federal Electoral Districts (i.e., census districts), 1971**
(based on the 1966 Representation Order)

Population selon la langue officielle parlée comme langue maternelle,
circonscriptions électorales fédérales (i.e., districts de recensement), 1971
(d'après l'Ordonnance de Représentation de 1966)

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
CANADA	21,568,311	12,973,809 60.2	5,793,650 26.9	2,800,852 12.9
NEWFOUNDLAND TERRE-NEUVE	522,104	90.5 514,516	0.7 3,639	0.8 3,949
Bonavista — Trinity — Conception	69,543	99.9 69,418	0.0 68	0.0 0.08 57
Burin — Burgeo	54,044	99.9 53,882	0.0 69	0.0 0.01 93
Gander — Twillingate	71,480	99.9 71,303	0.0 58	0.0 0.01 119
Grand Falls — White Bay — Labrador	75,106	95.0 71,319	2.1 1,637	2.8 2,150
Humber — St. George's — St. Barbe	82,263	97.8 80,472	1.7 1,390	0.5 401
St. John's East	87,477	98.9 86,548	0.3 263	0.8 666
St. John's West	82,191	99.4 81,574	0.1 154	0.5 463
PRINCE EDWARD ISLAND ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	111,641	92.4 103,102	6.6 7,363	1.0 1,176
Cardigan	23,363	97.5 22,800	1.3 297	1.2 266
Egmont	30,629	90.8 24,764	7.5 5,690	0.6 175
Hillsborough	35,639	96.8 34,529	1.6 573	1.6 537
Malpeque	22,010	95.5 21,009	3.6 803	0.9 198
NOVA SCOTIA NOUVELLE-ÉCOSSE	788,960	93.0 733,556	4.9 39,333	2.1 16,071
Annapolis Valley	74,123	97.7 72,477	1.1 789	1.2 857
Cape Breton — East Richmond	64,371	95.0 61,087	2.9 1,901	2.1 1,383
Cape Breton Highlands — Canso ..	62,550	91.0 50,707	7.5 9,952	3.1 1,891
Cape Breton — The Sydneys	68,135	94.3 64,265	1.7 1,141	4.0 2,729
Central Nova	62,726	97.4 61,092	1.3 786	1.3 848
Cumberland — Colchester North ..	65,899	97.0 63,946	1.6 1,077	1.4 876
Dartmouth — Halifax East	98,399	95.7 94,139	2.6 2,555	1.7 1,705
Halifax	64,523	94.9 59,313	4.2 2,696	3.9 2,514
Halifax — East Hants	100,637	95.5 96,079	2.3 2,341	2.2 2,217
South Shore	65,420	98.4 64,356	0.6 409	1.0 655
South Western Nova	62,177	94.2 46,095	25.2 15,686	0.6 396

N.B.

1971

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
NEW BRUNSWICK				
NOUVEAU-BRUNSWICK	634,557	646 410,400	340 215,727	1.4 8,430
Carleton — Charlotte	59,244	95.9 56,763	3.4 2,057	0.7 424
Fundy — Royal	70,316	94.6 66,515	4.3 3,035	1.1 766
Gloucester	63,556	16.2 11,593	(81.3) 51,726	0.4 237
Madawaska — Victoria	54,772	24.3 13,318	(74.4) 40,778	1.3 676
Moncton	80,188	69.7 55,930	(29.2) 23,415	1.1 843
Northumberland — Miramichi	54,094	69.2 37,439	(28.7) 15,503	2.1 1,152
Restigouche	52,485	33.2 17,429	(66.3) 34,829	0.4 227
Saint John — Lancaster	68,460	30.1 61,646	8.4 5,758	1.5 1,056
Westmorland — Kent	51,856	30.9 16,030	(66.9) 34,691	2.2 1,135
York — Sunbury	79,586	92.7 73,737	4.9 3,935	2.4 1,914
QUÉBEC	6,027,764	13.1 789,185	80.7 4,867,250	6.2 371,329
Abitibi	58,427	2.3 1,320	84.1 49,138	13.6 7,969
Argenteuil — Deux-Montagnes	80,574	(21.5) 16,914	77.0 62,089	2.0 1,571
Beauce	69,984	0.7 506	99.1 69,380	0.2 98
Beauharnois	73,396	(13.4) 9,811	84.7 62,134	1.9 1,451
Bellechasse	64,675	0.6 416	94.3 64,187	0.1 72
Berthier	62,521	0.8 448	97.6 61,209	1.4 864
Bonaventure	55,004	(12.1) 6,979	85.5 46,957	1.8 1,068
Brome — Missisquoi	76,787	(20.9) 16,050	77.0 59,092	2.1 1,645
Chambly	120,337	(16.1) 19,420	81.8 98,317	2.1 2,600
Champlain	62,068	1.6 946	97.4 60,461	1.1 661
Charlevoix	59,686	0.6 313	96.6 57,727	2.8 1,646
Chicoutimi	82,658	2.9 2,347	96.8 80,036	0.3 275
Compton	62,197	(17.2) 10,912	82.0 51,003	0.3 282
Drummond	75,533	2.1 1,538	97.6 73,733	0.3 262
Frontenac	67,941	2.1 1,419	97.8 66,402	0.2 170
Gaspé	56,280	(12.3) 6,938	87.3 49,205	0.2 137
Gatineau	81,320	(10.1) 8,732	88.4 71,823	0.9 765
Hull	93,804	(17.3) 16,249	80.2 75,212	2.5 2,343
Joliette	83,417	2.6 2,084	96.7 80,592	0.8 741
Kamouraska	63,228	0.4 276	99.5 62,897	0.1 55
Labelle	82,228	4.4 3,635	96.4 77,617	1.2 976
Lac-Saint-Jean	56,862	1.1 632	98.7 56,101	0.2 129
Langelier	58,559	3.1 1,789	95.8 56,201	0.9 569
Lapointe	72,451	3.4 2,430	96.0 69,641	0.6 380
Laprairie	131,675	(12.5) 42,710	61.9 81,371	5.6 7,594
Lévis	80,037	1.2 1,017	98.6 78,808	0.3 212
Longueuil	112,703	7.9 8,820	88.8 100,125	3.3 3,758
Lotbinière	70,964	0.4 312	99.4 70,519	0.2 133
Louis-Hébert	106,928	7.7 8,271	90.7 96,911	1.6 1,746
Manicouagan	80,461	(11.2) 9,028	82.0 66,555	6.1 4,878
Matane	48,373	0.6 282	99.3 48,030	0.1 61

1971

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
QUÉBEC — Concluded — fin:				
Montmorency	116,204	1.4 1,593	98.0 114,031	0.6 580
Montreal Area — Zone de Montréal:				
-10— Ahuntsic	90,537	7.4 6,726	76.2 68,977	16.4 14,834
-10— Bourassa	124,746	6.4 8,020	78.6 98,081	15.0 18,645
+20— Dollard	123,429	(42.0) 57,984	41.4 51,174	11.6 14,271
-10— Duvernay	112,102	3.2 4,141	92.8 104,053	3.5 3,908
-10— Gamelin	92,533	8.6 7,984	83.3 77,018	8.9 7,531
-10— Hochelaga	65,393	3.4 2,219	93.4 61,081	3.2 2,093
+20— Lachine	92,202	(54.3) 50,107	38.8 35,807	6.8 6,288
-10— Lafontaine	70,166	6.1 4,309	88.1 61,776	5.8 4,081
+20— LaSalle	116,235	(57.8) 32,376	59.2 68,860	13.0 14,999
-10— Laurier	67,023	7.5 5,058	62.0 42,186	29.5 19,779
+20— Laval	115,908	(22.0) 26,048	69.0 80,068	8.5 9,792
-10— Maisonneuve — Rosemont	74,499	8.3 6,192	85.4 63,598	6.3 4,709
-10— Mercier	118,807	8.1 9,564	87.1 104,301	4.2 4,942
+20— Mount Royal	90,844	(58.7) 53,479	18.4 16,695	22.7 20,670
+20— Notre-Dame-de-Grâce	77,052	(58.3) 44,897	22.8 17,532	18.9 14,623
+20— Outremont	75,021	(44.2) 18,259	49.5 36,666	22.3 20,696
-10— Papineau	73,439	4.5 3,293	79.3 58,222	16.2 11,924
+10— Saint-Denis	77,362	(10.8) 8,334	47.3 36,606	41.9 32,422
+20— Saint-Henri	57,162	(25.6) 14,622	68.9 39,423	5.5 3,117
+10— Saint-Jacques	53,179	(21.1) 6,412	57.7 30,711	30.2 16,056
-10— Sainte-Marie	58,381	2.6 1,547	94.8 55,304	2.6 1,530
-10— Saint-Michel	138,109	6.3 8,766	61.2 84,544	32.5 44,799
+20— Verdun	74,718	(35.2) 26,246	61.8 46,195	3.0 2,277
+20— Westmount	83,642	(53.8) 47,829	29.0 24,151	13.8 11,665
Pontiac	59,956	(26.3) 15,992	71.8 42,873	1.8 1,091
Portneuf	116,079	4.7 5,470	94.7 109,941	0.6 668
Québec-Est	81,782	1.2 1,508	98.7 79,851	0.5 423
Richelieu	77,197	1.5 1,171	97.9 75,553	0.6 473
Richmond	62,741	9.1 5,725	50.5 36,781	40.4 235
Rimouski	69,276	0.7 491	99.2 68,704	0.1 81
Roberval	53,671	0.6 322	98.8 52,917	0.6 432
Saint-Hyacinthe	82,540	4.9 4,029	94.2 77,804	0.9 707
Saint-Jean	83,274	7.3 6,049	90.6 75,763	1.7 1,462
Saint-Maurice	71,147	2.0 1,454	97.6 69,461	0.4 232
Shelford	79,083	6.5 5,192	92.7 73,305	0.8 586
Sherbrooke	97,550	(11.1) 10,780	87.7 85,606	1.2 1,164
Témiscamingue	54,545	9.2 5,004	88.4 48,158	2.4 1,383
Témiscouata	59,816	0.5 277	99.4 59,465	0.1 74
Terrebonne	122,332	8.3 10,155	89.6 109,462	2.1 2,715
Trois-Rivières	95,389	2.7 2,698	96.7 92,253	0.6 438
Vaudreuil	112,103	(45.2) 50,609	50.0 56,210	4.8 5,264
Villeneuve	58,859	6.3 4,690	89.3 52,610	4.4 2,559

ONTARIO



1971

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
ONTARIO — Concluded — fin:				
Peel South	172,352	83.6 144,421	1.7 2,962	14.5 24,969
Perth — Wilmot	72,996	89.6 65,405	0.5 337	9.9 7,254
Peterborough	85,064	95.2 81,091	0.6 693	4.0 3,280
Port Arthur	57,456	68.8 39,481	2.6 1,470	28.6 16,505
Prince Edward — Hastings	74,856	94.3 70,606	1.8 1,379	3.9 2,871
Renfrew North	61,707	75.3 48,857	13.9 8,584	6.8 4,266
St. Catharines	101,418	78.6 79,747	3.5 3,519	17.9 18,152
Sarnia — Lambton	83,631	87.1 72,883	3.7 3,060	9.2 7,688
Sault Ste. Marie	81,002	76.8 62,171	5.5 4,447	17.7 14,384
Simcoe North	93,655	90.4 84,807	4.4 4,112	5.2 4,736
Stormont — Dundas	72,052	67.0 48,249	29.3 21,144	3.7 2,659
Sudbury	94,624	56.4 53,387	26.1 24,701	17.5 16,536
Thunder Bay	53,214	67.8 36,094	9.3 4,973	22.9 12,147
Timiskaming	49,870	64.6 32,218	26.3 14,074	7.1 3,578
Timmins	53,616	47.7 25,552	41.6 22,328	10.7 5,736
Toronto Area — Zone de Toronto:				
Broadview	78,601	64.9 51,069	3.2 2,481	31.9 25,051
Davenport	84,780	37.7 31,938	1.5 1,281	60.8 51,561
Don Valley	104,606	85.8 89,656	1.6 1,575	12.7 13,375
Eglinton	78,314	75.4 59,112	1.3 1,019	23.3 18,183
Etobicoke	135,971	71.6 108,235	1.2 1,614	27.2 26,122
Greenwood	80,797	75.9 61,368	2.3 1,772	21.8 17,657
High Park	86,050	64.6 55,544	1.5 1,310	33.9 29,196
Lakeshore	77,227	73.5 56,708	2.5 1,955	24.0 18,564
Parkdale	82,207	53.7 44,210	2.5 2,017	43.8 35,980
Rosedale	81,265	79.1 64,317	4.2 3,393	16.7 13,555
St. Paul's	72,174	78.6 56,280	1.9 1,376	20.1 14,518
Scarborough East	149,514	86.6 129,423	1.9 2,168	12.0 17,923
Scarborough West	87,383	81.0 70,793	1.9 1,648	17.1 14,942
Spadina	75,487	35.4 26,871	1.6 1,179	63.0 47,437
Trinity	81,073	40.9 33,085	1.3 1,051	57.8 46,937
York Centre	160,051	67.4 107,850	1.5 2,445	31.1 49,756
York East	102,910	75.7 77,455	1.8 1,873	22.7 23,582
York North	125,296	86.5 108,890	1.0 1,254	12.1 15,152
York — Scarborough	193,156	84.8 163,701	1.8 3,435	13.4 26,020
York South	85,768	54.3 46,560	1.4 1,175	44.3 38,033
York West	139,650	68.6 95,910	1.4 1,997	30.0 41,743
Victoria — Haliburton	60,996	46.0 58,516	0.6 373	53.4 2,107
Waterloo	120,719	82.6 100,937	1.6 1,954	15.8 17,828
Welland	82,860	70.0 58,021	11.6 9,621	18.4 15,218
Wellington	75,989	86.0 65,394	1.0 766	13.0 9,829
Wellington — Grey — Dufferin — Waterloo	73,846	85.1 62,836	0.7 255	14.6 10,755
Windsor — Walkerville	87,514	70.5 61,672	8.7 7,579	20.8 18,263
Windsor West	90,466	75.7 68,507	6.3 5,698	18.0 16,261
York — Simcoe	99,624	81.6 89,361	1.1 1,050	9.3 9,213



1971

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
MANITOBA	988,247	62.0 662,721	6.1 60,547	26.9 264,979
Brandon — Souris	62,547	82.6 53,642	2.2 1,351	12.2 7,554
Churchill	77,507	58.4 45,198	4.1 3,177	37.5 29,132
Dauphin	54,110	59.2 31,975	4.8 2,592	36.0 19,543
Lisgar	56,974	53.0 30,242	9.2 5,223	37.8 21,509
Marquette	54,070	74.0 40,005	2.2 1,211	23.8 12,854
Portage	51,951	66.5 34,562	10.2 5,279	23.3 12,110
Provencher	62,089	40.4 25,085	16.8 9,922	43.6 27,082
St. Boniface	103,943	66.4 69,015	19.0 19,703	14.6 15,225
Selkirk	98,106	69.0 67,870	1.5 1,508	29.5 28,728
Winnipeg North	83,845	59.3 49,741	1.9 1,609	38.8 32,495
Winnipeg North Centre	73,559	62.0 45,617	4.4 3,217	33.6 24,725
Winnipeg South	94,743	80.1 75,908	3.4 3,213	16.5 15,622
Winnipeg South Centre	114,803	81.0 93,861	2.2 2,542	16.0 18,400
SASKATCHEWAN	926,242	74.1 685,919	3.4 31,605	22.5 208,718
Assiniboia	57,131	72.8 44,400	3.8 4,510	14.4 8,221
Battleford — Kindersley	66,855	79.5 53,143	2.5 1,687	18.0 12,025
Mackenzie	47,919	56.6 27,157	2.5 1,189	40.9 19,573
Meadow Lake	50,391	56.7 28,596	7.2 3,897	35.6 17,898
Moose Jaw	61,810	60.6 52,868	1.6 961	12.8 7,981
Prince Albert	72,195	74.4 53,567	7.1 5,149	18.5 13,479
Qu'Appelle — Moose Mountain	64,000	81.3 51,991	4.8 3,098	13.9 8,911
Regina East	89,048	75.6 67,356	1.4 1,275	23.0 20,417
Regina — Lake Centre	97,537	84.4 82,241	1.5 1,429	14.1 13,867
Saskatoon — Biggar	87,303	66.5 58,047	3.0 2,605	30.5 26,651
Saskatoon — Humboldt	102,185	77.6 79,397	2.4 2,941	19.5 19,847
Swift Current — Maple Creek	60,972	75.5 46,060	3.7 2,258	20.8 12,654
Yorkton — Melville	68,896	59.6 41,096	0.9 606	39.5 27,194
ALBERTA	1,627,874	77.3 1,263,935	2.9 46,498	19.4 317,441
Athabasca	67,746	61.2 41,494	9.0 6,081	29.8 20,171
Battle River	59,545	84.0 49,989	1.3 777	14.7 8,779
Calgary Centre	87,346	83.8 73,155	1.6 1,369	14.6 12,822
Calgary North	118,118	80.7 95,441	1.0 1,235	18.3 21,442
Calgary South	133,796	86.8 116,110	1.4 1,912	11.8 15,774
Crowfoot	55,672	82.8 45,897	0.8 451	16.7 9,324
Edmonton Centre	94,410	70.9 66,876	4.3 4,050	24.8 23,484
Edmonton East	105,904	69.5 73,530	2.7 2,902	27.8 29,472
Edmonton — Strathcona	109,725	79.1 86,794	2.3 2,545	18.6 20,386
Edmonton West	126,765	81.6 103,456	3.8 4,849	14.6 18,460
Lethbridge	75,795	74.4 56,448	0.8 662	24.8 18,685
Medicine Hat	62,697	75.4 47,309	0.7 434	23.9 14,954

1971

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
ALBERTA — Concluded — fin:				
Palliser	100,115	84.5 84,493	1.2 1,168	14.3 14,454
Peace River	62,413	72.4 45,058	9.2 5,750	18.4 11,605
Pembina	94,678	75.5 71,510	5.3 5,014	19.2 18,154
Red Deer	78,792	80.5 69,814	1.1 841	10.4 8,137
Rocky Mountain	63,834	74.5 50,699	2.4 1,518	18.1 11,617
Vegreville	58,986	56.2 33,093	5.8 3,405	38.0 22,488
Wetaskiwin	71,537	73.9 52,769	2.1 1,535	24.0 17,233
BRITISH COLUMBIA				
COLOMBIE-BRITANNIQUE	2,184,621	82.8 1,807,253	1.7 38,034	15.5 339,334
Burnaby — Richmond — Delta	123,381	86.0 106,062	1.1 1,399	12.9 15,920
Burnaby — Seymour	103,410	86.6 89,615	1.1 1,112	12.3 12,683
Capilano	103,918	84.8 93,420	0.9 906	9.3 9,592
Coast Chilcotin	67,858	84.4 57,252	2.2 1,472	13.4 9,134
Comox — Alberni	89,644	84.9 76,070	2.5 2,211	12.6 11,363
Esquimalt — Saanich	105,411	82.1 97,199	1.1 1,165	6.8 7,047
Fraser Valley East	85,401	72.8 66,472	1.4 1,182	20.8 17,747
Fraser Valley West	117,467	86.3 101,332	1.6 1,923	12.1 14,212
Kamloops — Cariboo	104,739	86.4 90,423	2.0 2,074	11.6 12,242
Kootenay West	67,513	79.0 53,276	1.3 871	19.7 13,366
Nanaimo — Cowichan — The Islands	97,106	89.4 86,761	1.3 1,225	9.3 9,120
New Westminster	106,331	84.5 89,790	4.2 4,501	11.3 12,040
Okanagan Boundary	101,304	80.3 81,080	1.6 1,660	18.1 18,564
Okanagan — Kootenay	92,717	84.2 78,062	1.8 1,669	14.0 12,986
Prince George — Peace River	108,022	88.6 90,221	2.7 2,955	13.8 14,846
Skeena	87,917	76.4 66,259	2.2 1,941	22.4 19,717
Surrey	104,072	86.1 89,627	1.8 1,890	12.1 12,555
Vancouver Centre	91,473	78.4 71,707	2.5 2,314	19.1 17,452
Vancouver East	85,071	58.4 49,681	1.7 1,490	39.9 33,900
Vancouver Kingsway	85,005	69.8 59,345	1.2 1,051	29.0 24,609
Vancouver Quadra	79,949	82.5 65,972	1.3 1,064	16.2 12,913
Vancouver South	88,701	78.6 69,678	0.9 823	20.5 18,200
Victoria	88,211	82.4 77,949	1.3 1,136	10.3 9,126
YUKON				
	18,388	83.5 15,346	2.4 450	14.1 2,592
NORTHWEST TERRITORIES				
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	34,807	46.8 16,306	3.3 1,162	49.4 17,339

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
CANADA	18,238,247	58.4 10,660,534	28.1 5,123,151	13.5 2,454,562
NEWFOUNDLAND TERRE-NEUVE	457,853	98.6 451,530	0.7 3,150	0.7 3,173
Bonavista-Trinity-Conception	67,599	99.7 67,388	0.1 49	0.2 162
Burin-Burgeo	51,019	99.7 50,856	0.1 52	0.2 111
Gander-Twillingate	68,181	99.6 67,906	0.1 98	0.3 177
Grand Falls-White Bay-Labrador ..	52,787	95.0 50,169	2.0 1,053	3.0 1,565
Humber-St. George's-St. Barbe ...	72,218	97.1 70,185	2.3 1,634	0.6 399
St. John's East	76,970	99.1 76,313	0.2 180	0.6 477
St. John's West	69,079	99.5 68,713	0.1 84	0.4 282
PRINCE EDWARD ISLAND ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	104,629	91.3 95,564	7.6 7,958	1.1 1,107
Cardigan	23,081	97.7 22,563	1.0 227	1.3 291
Egmont	29,672	77.7 23,062	21.6 6,411	0.7 199
Hillsborough	30,050	97.0 29,149	1.6 491	1.4 410
Malpeque	21,826	95.3 20,790	3.8 829	0.9 207
NOVA SCOTIA NOUVELLE-ÉCOSSE	737,007	92.3 680,233	5.4 39,568	2.3 17,206
Annapolis Valley	70,340	97.1 68,313	1.4 959	1.5 1,068
Cape Breton-East Richmond	66,826	92.7 61,966	3.7 2,472	3.6 2,388
Cape Breton Highlands-Canso	57,816	75.8 43,784	17.9 10,955	5.3 3,077
Cape Breton-The Sydneys	68,112	93.0 63,297	1.6 1,108	5.4 3,707
Central Nova	60,097	97.8 58,777	0.9 515	1.3 805
Cumberland-Colchester North	65,734	97.3 63,911	1.5 1,009	1.2 814
Dartmouth-Halifax East	75,050	95.9 71,951	2.7 2,052	1.4 1,047
Halifax	78,344	92.8 72,655	4.2 3,301	3.0 2,388
Halifax-East Hants	73,366	96.2 70,836	1.9 1,428	1.5 1,102
South Shore	61,185	99.0 60,565	0.4 248	0.6 372
South Western Nova	60,137	73.5 44,178	25.8 15,521	0.7 438

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
NEW BRUNSWICK				
NOUVEAU-BRUNSWICK	597,936	63.2 378,633	35.2 210,530	1.5 8,773
Carleton-Charlotte	56,554	97.2 54,956	2.1 1,182	0.7 416
Fundy-Royal	58,160	94.2 54,846	4.3 2,476	1.4 838
Gloucester	57,076	15.9 9,060	83.5 47,689	0.6 327
Madawaska-Victoria	58,695	23.1 13,531	75.1 44,125	1.8 1,039
Moncton	69,806	29.0 48,147	29.8 20,819	1.2 840
Northumberland-Miramichi	53,055	28.0 36,096	30.1 15,968	1.9 991
Restigouche	50,240	32.0 16,063	67.3 33,841	0.7 336
Saint John-Lancaster	73,467	71.2 67,001	7.2 5,326	1.6 1,140
Westmorland-Kent	54,363	31.0 16,867	67.1 36,461	1.9 1,035
York-Sunbury	66,520	93.3 62,066	4.0 2,643	2.7 1,811
QUEBEC				
QUÉBEC	5,259,211	13.3 697,402	81.4 269,689	5.6 292,120
Abitibi	55,733	1.1 610	88.2 49,157	10.7 5,966
Argenteuil - <i>Deux Montagnes</i>	66,734	23.9 15,955	73.1 49,090	2.5 1,689
Beauce	68,654	0.2 536	99.0 67,988	0.2 130
Beauharnois	70,017	14.0 9,787	23.7 58,611	2.3 1,619
Bellechasse	69,075	0.5 377	99.3 68,580	0.2 118
Berthier	62,256	0.6 378	99.3 61,207	1.1 671
Bonaventure	55,441	12.4 6,894	55.7 47,513	1.9 1,034
Chambly	71,714	17.3 13,875	78.4 56,210	2.3 1,629
Champlain	69,014	5.5 1,744	96.5 66,565	1.0 705
Charlevoix	57,393	0.6 355	97.0 55,651	2.4 1,387
Chicoutimi	76,645	2.3 2,145	95.8 74,177	0.4 323
Compton	67,152	17.5 11,756	81.8 54,956	0.7 440
Drummond	69,837	2.7 1,917	96.9 67,657	0.4 263
Frontenac	68,382	2.5 1,685	97.2 66,458	0.3 239
Gaspé	57,095	13.2 7,539	36.4 49,299	0.4 257
Gatineau	64,232	10.9 7,012	39.5 56,667	0.9 553
Hull	75,968	10.2 13,029	30.9 61,518	1.9 1,421
Joliette	70,660	2.4 1,677	96.6 68,250	1.0 733
Kamouraska	67,668	0.3 216	99.6 67,351	0.1 101
Labelle	69,120	3.7 2,550	94.7 65,442	1.6 1,128
Lac-Saint-Jean	57,754	1.2 672	98.5 56,918	0.3 164
Langelier	76,916	2.8 2,136	96.1 73,898	1.1 882
Lapointe	71,793	3.5 2,529	95.6 68,649	0.9 615
Laprairie	73,867	25.3 26,424	52.5 43,268	5.7 4,175
Lévis	69,997	1.8 1,278	97.9 68,540	0.3 179
Longueuil	75,922	11.3 8,590	85.7 65,029	3.0 2,303
Lotbinière	67,334	0.5 307	99.2 66,819	0.3 208
Louis-Hébert	76,714	11.3 8,695	87.3 66,954	1.4 1,065
Manicouagan	56,001	14.9 8,326	78.2 43,815	6.9 3,860
Matane	58,202	0.6 374	99.0 57,607	0.4 221
Brune-Missisquoi	69,188	22.5 15,536	75.2 52,029	2.3 1,623

Circonscription électorale	Total	English Anglais	French Français	Other Autres
QUEBEC — Concluded				
QUÉBEC — fin:				
Montmorency	75,568	1.6 1,195	77.9 73,970	0.5 403
Montreal Area — Zone de Montréal:				
Ahuntsic	77,791	6.9 5,332	81.0 63,064	12.1 9,395
Bourassa	77,316	7.7 7,522	82.0 63,396	10.3 6,398
Dollard	77,966	41.3 36,112	44.4 34,623	14.3 7,231
Duvernay	60,355	4.3 2,867	71.5 55,225	24.2 2,263
Camelin	77,750	14.1 10,982	77.3 60,076	8.6 6,692
Hochelaga	76,765	3.6 2,794	92.0 70,563	4.4 3,408
Lachine	79,933	56.9 45,532	36.7 29,300	6.4 5,101
Lafontaine	77,098	8.0 6,150	85.0 65,521	7.0 5,427
LaSalle	78,804	23.6 18,635	64.0 50,418	12.4 9,751
Laurier	76,915	8.3 6,397	65.9 50,648	25.8 19,870
Laval	64,386	22.4 14,419	71.3 45,887	6.3 4,080
Maisonneuve — Rosemont	76,479	10.6 8,134	82.2 62,848	7.2 5,497
Mercier	74,204	11.6 8,579	83.9 62,291	4.5 3,334
Mount Royal	77,800	60.8 47,267	17.1 13,317	22.1 17,216
Notre-Dame-de-Grâce	79,605	60.4 48,040	22.7 18,245	16.7 13,320
Outremont	78,950	29.5 23,292	52.2 31,498	18.3 14,160
Papineau	78,573	2.4 3,471	79.3 62,295	18.3 12,807
Saint-Denis	77,856	14.3 11,121	57.9 45,065	27.8 21,670
Saint-Henri	81,690	23.7 19,386	68.3 55,733	8.0 6,571
Saint-Jacques	77,594	8.9 6,879	64.7 50,222	26.4 20,493
Sainte-Marie	76,240	2.4 1,856	95.3 72,666	2.3 1,718
Saint-Michel	78,811	7.6 5,992	69.7 54,942	22.7 17,877
Verdun	78,317	39.4 30,818	57.0 44,669	3.6 2,830
Westmount	78,396	58.7 46,009	27.6 21,663	13.7 10,724
Pontiac	59,874	26.9 16,099	71.0 42,545	2.1 1,230
Portneuf	76,208	4.5 3,436	95.0 72,375	0.5 397
Québec-Est	78,802	1.6 1,235	97.8 77,105	0.6 462
Richelieu	69,413	1.1 753	98.4 68,302	0.5 358
Richmond	66,946	9.5 6,365	90.0 60,259	0.5 322
Rimouski	71,614	0.6 461	99.1 70,919	0.3 234
Roberval	56,234	0.7 398	98.2 55,244	1.1 592
Saint-Hyacinthe	71,014	4.3 3,376	94.4 67,066	0.8 572
Saint-Jean	71,817	8.5 6,070	82.5 64,317	9.0 1,430
Saint-Maurice	75,279	3.1 2,352	96.5 72,595	0.4 332
Shefford	69,551	7.7 5,379	91.4 63,580	0.9 592
Sherbrooke	77,885	14.2 11,084	84.6 65,842	1.2 959
Témiscamingue	59,794	10.7 6,419	84.7 50,608	4.6 2,767
Témiscouata	67,187	0.4 249	99.5 66,850	0.1 88
Terrebonne	70,270	10.3 7,217	87.4 61,471	2.3 1,582
Trois-Rivières	87,432	3.2 2,786	96.2 84,159	0.6 487
Vaudreuil	71,599	5.6 26,192	60.2 43,147	3.2 2,260
Villeneuve	56,652	6.8 3,846	87.0 49,287	6.2 3,519

Electoral district Circonscription électorale	Total	English Anglais	French Français	Other Autres
ONTARIO	6,236,092	4,834,623	6.8 425,302	15.7 976,167
Algoma	57,038	57.1 38,309	13.2 10,357	14.7 8,372
Brant	84,585	87.7 74,179	0.9 772	11.4 9,634
Bruce	57,080	93.5 53,400	0.2 96	6.3 3,584
Cochrane	53,608	34.7 18,576	50.3 26,966	15.0 8,066
Elgin	62,862	57.1 54,744	0.8 484	12.1 7,634
Essex	69,525	62.5 48,347	17.1 11,923	13.3 9,255
Fort William	54,185	70.5 38,169	1.6 868	28.0 15,148
Frontenac-Lennox and Addington	55,638	73.7 51,559	0.8 469	6.5 3,610
Glengarry-Prescott-Rensselaire	61,857	72.5 15,853	22.6 44,893	1.3 1,111
Grenville-Carleton	64,408	74.2 57,446	3.6 2,339	7.2 4,623
Grey-Simcoe	60,681	74.9 55,689	4.5 2,720	3.7 2,272
Halton	72,524	83.5 64,243	1.0 739	10.4 7,542
Halton-Wentworth	75,785	82.7 67,189	0.9 697	10.4 7,899
Hamilton East	79,862	60.7 54,072	1.8 1,425	30.5 24,365
Hamilton Mountain	79,174	82.8 68,798	1.1 891	12.0 9,485
Hamilton-Wentworth	77,993	93.6 65,161	1.4 1,096	15.0 11,736
Hamilton West	79,720	73.5 58,640	3.3 1,869	24.1 19,211
Hastings	60,454	85.5 57,789	1.6 970	2.3 1,695
Huron	59,001	91.8 54,161	1.6 957	3.6 3,883
Kenora-Rainy River	54,793	66.5 36,467	4.1 2,268	21.3 16,058
Kent-Essex	72,168	72.5 56,735	4.1 2,927	7.3 12,506
Kingston and The Islands	71,427	91.4 65,348	2.3 1,611	2.3 4,468
Kitchener	74,535	73.5 54,782	1.1 857	25.4 18,896
Lambton-Kent	64,696	83.1 53,737	4.8 3,115	12.1 7,844
Lanark and Renfrew	55,418	73.9 52,021	2.5 1,399	3.6 1,998
Leeds	62,656	72.5 57,903	2.8 1,782	4.7 2,971
Lincoln	69,552	73.2 50,908	1.3 926	25.5 17,718
London East	78,646	87.4 68,752	1.0 808	11.6 9,086
London West	83,933	89.4 74,971	0.9 788	7.7 8,174
Middlesex	65,422	85.0 56,259	0.7 456	13.3 8,707
Niagara Falls	78,010	71.0 63,124	2.3 1,830	16.7 13,056
Nickel Belt	64,027	47.5 30,509	37.2 25,073	13.2 8,445
Nipissing	58,587	60.3 35,361	33.8 19,781	5.9 3,445
Norfolk-Haldimand	68,041	81.1 55,194	0.7 474	18.2 12,373
Northumberland-Durham	62,912	72.4 58,131	0.7 443	6.9 4,338
Ontario	56,143	71.3 51,518	0.7 508	7.3 4,117
Oshawa-Whitby	79,276	72.0 65,007	2.0 1,548	16.0 12,721
Ottawa-Carleton	74,393	71.7 53,324	22.4 16,695	5.9 4,374
Ottawa Centre	80,278	74.6 57,451	14.8 11,910	13.6 10,917
Ottawa East	81,958	81.7 32,577	53.9 44,123	6.4 5,258
Ottawa West	81,302	81.1 66,423	11.1 9,480	6.6 5,399
Oxford	71,169	87.5 62,300	0.7 475	11.3 8,394
Parry Sound-Muskoka	56,337	72.5 52,091	2.6 1,465	4.9 2,781
Peel-Dufferin	65,050	70.2 58,679	1.8 1,151	8.0 5,220

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
ONTARIO — Concluded — fin:				
Peel South	74,875	87.5 65,478	1.3 974	11.2 8,423
Perth Wilmet	64,677	86.7 56,057	0.3 218	13.0 8,402
Peterborough	73,804	95.9 70,770	0.6 459	3.5 2,575
Port Arthur	54,185	63.3 34,315	2.6 1,408	34.1 18,462
Prince Edward-Hastings	69,692	93.6 65,234	1.9 1,310	4.5 3,148
Renfrew North	60,313	73.6 44,421	16.5 9,937	9.9 5,955
Sarnia hamilton	72,534	85.9 62,288	4.2 3,035	9.9 7,211
Sault Ste. Marie	65,560	72.1 47,293	6.1 3,979	21.8 14,288
St. Catharines	79,689	77.5 61,730	2.5 2,019	20.0 15,940
Simcoe North	77,595	90.1 69,948	5.1 3,942	4.8 3,705
Stormont-Dundas	68,233	63.9 43,572	31.9 21,805	4.2 2,856
Sudbury	83,820	50.4 42,205	28.1 23,567	21.5 18,048
Thunder Bay	54,515	62.8 34,259	7.4 5,107	27.8 15,149
Timiskaming	55,132	61.2 33,756	27.7 15,274	11.1 6,102
Timmins	55,091	46.5 25,579	37.2 20,507	16.3 9,005
Toronto:				
Broadview	76,419	75.2 57,469	2.5 1,941	22.3 17,009
Davenport	82,507	47.5 39,214	1.3 1,054	51.2 42,239
Don Valley	80,925	81.9 71,971	1.0 798	16.1 8,156
Eglinton	79,415	79.2 62,964	0.9 677	19.9 15,774
Etobicoke	79,350	88.3 70,040	0.8 650	10.9 8,660
Greenwood	82,099	83.3 68,360	1.4 1,139	15.3 12,600
High Park	82,099	73.3 60,136	1.0 850	25.7 21,113
Lakeshore	77,873	80.9 63,044	1.9 1,469	17.2 13,360
Parkdale	79,452	60.8 48,304	2.4 1,947	36.8 29,201
Rosedale	77,814	81.5 63,359	4.0 3,139	14.5 11,316
St. Paul's	70,092	75.4 52,836	1.7 1,177	22.9 16,079
Scarborough East	79,426	90.7 71,993	1.0 826	3.3 6,607
Scarborough West	80,018	87.4 69,907	1.2 972	11.4 9,139
Spadina	83,801	34.7 29,047	2.1 1,724	63.2 53,030
Trinity	80,208	49.2 39,452	1.3 1,067	49.5 39,689
York Centre	78,342	79.4 62,176	1.2 936	19.4 15,230
York East	79,741	85.0 67,815	1.1 841	13.9 11,085
York-Scarborough	80,916	11.3 73,836	0.8 676	7.9 6,404
York South	81,250	66.0 53,630	1.0 788	33.0 26,832
York West	79,411	83.3 65,399	1.0 772	16.7 13,240
Victoria-Haliburton	54,595	96.0 52,434	0.8 412	3.2 1,749
Waterloo	80,329	84.0 67,513	1.1 865	14.9 11,951
Welland	74,049	67.1 49,704	10.9 8,086	22.0 16,259
Wellington	57,183	85.8 49,096	0.8 448	13.4 7,639
Wellington-Grey Driffield Waterloo	63,988	81.6 52,205	0.1 93	18.3 11,690
Windsor-Walkerville	80,337	69.1 55,503	10.8 8,662	20.1 16,172
Windsor West	78,741	75.9 59,782	7.8 6,151	16.3 12,808
York North	77,589	90.4 70,108	0.8 647	8.8 6,834
York-Simcoe	71,699	90.0 64,525	0.7 530	9.3 6,644

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
MANITOBA	921,686	63.4 584,526	6.6 60,899	30.0 276,261
Brandon-Souris	62,224	86.4 53,812	2.2 1,342	11.4 7,070
Churchill	55,542	52.5 29,115	3.6 2,019	43.9 24,408
Dauphin	59,657	53.3 31,770	5.5 3,291	41.2 24,596
Lisgar	63,138	49.7 31,376	9.5 5,976	40.8 25,786
Marquette	62,258	75.1 46,710	3.4 1,515	21.5 14,033
Portage	53,720	61.5 33,044	12.1 6,505	26.4 14,171
Provencher	61,482	32.5 18,788	18.3 11,272	51.1 31,422
St. Boniface	80,491	62.8 50,506	22.0 17,719	15.2 12,266
Selkirk	84,764	64.9 55,079	1.4 1,148	33.7 28,537
Winnipeg North	83,594	52.4 43,767	1.6 1,336	46.0 38,491
Winnipeg North Centre	88,381	61.7 54,484	4.4 3,898	33.9 29,999
Winnipeg South	84,011	81.3 68,676	3.4 2,883	14.8 12,452
Winnipeg South Centre	82,424	81.8 67,399	2.4 1,995	15.8 13,030
SASKATCHEWAN	925,181	69.0 638,156	3.9 36,163	27.1 250,862
Assiniboia	66,156	73.9 48,926	3.6 5,670	17.5 11,560
Battleford-Kindersley	69,170	76.5 52,910	2.8 1,909	20.7 14,351
Mackenzie	54,252	51.7 28,077	3.2 1,717	45.1 24,458
Meadow Lake	54,695	53.1 29,025	10.0 5,489	36.9 20,181
Moose Jaw	71,452	54.0 60,082	1.3 896	14.7 10,474
Prince Albert	72,488	70.2 50,915	7.6 5,481	22.2 16,092
Qu'Appelle-Moose Mountain	66,998	78.1 52,358	5.5 3,659	16.4 10,981
Regina East	82,741	67.3 55,665	1.7 1,421	31.0 25,655
Regina-Lake Centre	83,574	82.6 69,075	1.4 1,165	16.0 13,334
Saskatoon-Biggar	82,472	60.5 49,934	3.1 2,527	36.4 30,011
Saskatoon-Humboldt	83,536	71.9 60,067	3.3 2,750	24.8 20,719
Swift Current-Maple Creek	66,514	70.0 47,175	4.3 2,875	24.8 16,464
Yorkton-Melville	71,133	47.7 33,947	0.8 604	51.5 36,582
ALBERTA	1,331,944	72.2 962,319	3.2 42,276	24.6 327,349
Athabasca	54,336	42.3 26,275	12.3 6,664	39.4 21,397
Battle River	61,553	81.3 50,049	1.5 894	17.2 10,610
Calgary Centre	81,724	83.0 67,851	1.4 1,139	15.6 12,734
Calgary North	82,611	78.8 65,091	1.0 842	20.2 16,678
Calgary South	82,671	83.8 69,243	1.6 1,319	14.6 12,109
Crowfoot	59,100	79.7 47,134	1.0 565	19.3 11,401
Edmonton Centre	82,836	65.4 54,185	4.7 3,912	29.9 24,739
Edmonton East	82,727	66.5 54,980	2.6 2,168	30.9 25,579
Edmonton-Strathcona	82,145	75.0 61,600	2.1 1,735	22.9 18,810
Edmonton West	82,420	79.9 65,860	4.0 3,305	16.1 13,255
Lethbridge	70,786	68.9 48,811	0.9 608	30.2 21,367
Medicine Hat	65,288	68.3 44,588	0.6 401	31.1 20,299

Electoral district — Circonscription électorale	Total	English — Anglais	French — Français	Other — Autres
ALBERTA — Concluded — fin:				
Palliser	65,652	81.4 53,425	1.1 711	17.5 11,516
Peace River	54,169	65.5 35,450	11.2 6,080	23.3 12,639
Pembina	67,306	64.9 43,699	6.1 4,080	29.0 19,527
Red Deer	68,737	85.9 59,074	1.2 827	12.9 8,836
Rocky Mountain	57,810	75.3 43,543	2.5 1,451	22.2 12,816
Vegreville	65,012	44.0 28,593	6.1 3,978	49.9 32,441
Wetaskiwin	65,061	65.8 42,868	2.5 1,597	31.7 20,596
BRITISH COLUMBIA				
COLOMBIE-BRITANNIQUE	1,629,082	80.9 1,318,498	1.6 26,179	17.5 284,405
Burnaby-Richmond Delta	72,742	83.3 60,582	1.1 821	15.6 11,339
Burnaby-Seymour	74,677	88.2 65,846	1.0 766	10.8 8,065
Capilano	78,059	91.7 71,651	0.8 587	7.5 5,821
Coast Chilcotin	54,189	79.0 42,843	1.6 853	19.4 10,493
Comox-Alberni	64,723	79.3 51,339	2.5 1,597	18.2 11,787
Esquimalt-Saanich	76,789	92.9 71,365	1.1 811	6.0 4,613
Fraser Valley East	65,950	72.7 47,952	1.1 746	26.2 17,252
Fraser Valley West	69,680	80.4 56,011	1.8 1,249	17.8 12,420
Kamloops-Cariboo	64,095	83.0 53,196	1.6 1,048	15.4 9,851
Kootenay West	64,458	74.3 47,902	1.3 837	24.4 15,719
Nanaimo-Cowichan-The Islands	70,246	76.9 60,981	1.1 807	12.0 8,458
New Westminster	75,637	82.4 62,297	5.3 4,046	12.3 9,294
Okanagan Boundary	69,112	76.5 52,844	1.1 772	22.4 15,496
Okanagan-Kootenay	67,183	78.5 52,753	1.6 1,087	19.9 13,343
Prince George-Peace River	63,092	79.0 49,810	3.0 1,918	18.0 11,364
Skeena	59,020	64.1 37,846	1.5 879	34.4 20,295
Surrey	73,468	85.2 62,586	1.7 1,226	13.1 9,656
Vancouver Centre	78,665	78.5 61,745	2.0 1,551	19.5 15,369
Vancouver East	77,780	61.4 47,778	1.6 1,232	37.0 28,770
Vancouver Kingsway	76,658	79.3 60,805	1.2 893	19.5 14,960
Vancouver Quadra	77,038	76.9 66,945	1.1 872	12.0 9,221
Vancouver South	77,900	82.7 64,453	0.9 665	16.4 12,782
Victoria	77,921	88.5 68,968	1.2 916	10.3 8,037
YUKON				
	14,628	74.3 10,869	3.0 443	22.7 3,316
NORTHWEST TERRITORIES				
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	22,998	35.6 8,181	4.3 994	60.1 13,823

(

(

COMPARATIVE ANALYSIS OF 1961 AND 1971 MOTHER TONGUE CENSUS DATA, FOR CANADA AND THE PROVINCES, UNTIL THE NUMERICAL AND PERCENTAGE CHANGE FOR EACH CATEGORY.

ETUDE COMPARÉE DES DONNÉES DE LANGUE MATERNELLE DES RECENSEMENTS DE 1961 ET 1971, POUR LE CANADA ET LES PROVINCES, AVEC LE CALCUL NUMÉRIQUE ET PROCENTUEL DE CHANGEMENT POUR CHAQUE CATÉGORIE.

		TOTAL POPULATION POPULATION TOTALE	%	ENGLISH ANGLAIS	%	FRENCH FRANCAIS	%	OTHERS AUTRES	%
CANADA	1961	18,238,242	100.0	10,660,534	58.4	5,123,151	28.1	2,454,562	13.5
	1971	21,568,311	100.0	12,973,809	60.2	5,793,650	26.9	2,800,852	12.9
	1971 - 1961	3,330,064	+18.2	2,313,275	+21.8	670,499	+13.1	346,290	+14.1
NEWFOUNDLAND TERRE-NEUVE	1961	457,853	100.0	451,530	98.6	3,150	0.7	3,173	0.7
	1971	522,104	100.0	514,516	98.5	3,639	0.7	3,949	0.8
	1971 - 1961	64,251	+14.0	62,986	+14.0	489	+15.5	776	+24.3
PRINCE EDWARD ISLAND ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	1961	104,629	100.0	95,564	91.3	7,958	7.6	1,107	1.1
	1971	111,641	100.0	103,102	92.4	7,363	6.6	1,176	1.0
	1971 - 1961	7,012	+6.7	7,538	+7.8	595	-7.5	69	+6.2
NOVA SCOTIA NOUVELLE-ECOSSE	1961	737,007	100.0	680,233	92.3	39,568	5.4	17,206	2.3
	1971	788,960	100.0	733,556	93.0	39,333	4.9	16,071	2.1
	1971 - 1961	51,953	+7.0	+53,323	+7.8	-235	-0.6	-1,135	-6.6

NEW BRUNSWICK
NOUVEAU-BRUNSWICK

1961

597,936

100.0

378,633

63.3

210,530

35.2

8,773

1.5

1971

634,557

100.0

410,400

64.6

215,727

34.0

8,430

1.4

+ or/ou -
of/de 1961

36,621

+ 6.1

81,767

+21.6

5,197

+2.5

343

-3.9

QUEBEC

1961

5,259,211

100.0

697,402

13.3

4,269,689

81.1

292,120

5.6

1971

6,027,764

100.0

789,185

13.1

4,867,250

80.7

371,329

6.2

+ or/ou -
of/de 1961

768,553

+ 14.6

91,783

+13.2

597,561

+14.0

79,209

427.1

ONTARIO

1961

6,236,092

100.0

4,834,623

77.5

425,302

6.8

976,167

15.7

1971

7,703,106

100.0

5,971,570

77.6

482,042

6.3

1,249,494

16.1

+ or/ou -
of/de 1961

1,467,014

+ 23.5

1,136,947

+23.5

56,740

+13.4

273,327

+28.0

MANITOBA

1961

921,686

100.0

584,526

63.4

60,899

6.6

276,261

30.0

1971

988,247

100.0

662,721

67.0

60,547

6.1

264,979

26.9

+ or/ou -
of/de 1961

66,561

+ 7.2

78,195

+13.4

352

-0.6

11,282

-4.1

SASKATCHEWAN

1961

925,181

100.0

638,156

69.0

36,163

3.9

250,862

27.1

1971

926,242

100.0

685,919

74.1

31,605

3.4

208,718

22.5

+ or/ou -
of/de 1961

1,061

+ 0.1

47,763

+ 7.5

4,558

-12.6

42,144

16.8

ALBERTA	1961	1,331,944	100.0	962,319	72.2	42,276	3.2	327,349	24.6
	1971	1,627,874	100.0	1,263,935	77.1	46,498	2.9	317,441	19.6
	+ or/ou - of/de 1961	295,930	+ 22.2	301,616	+31.2	4,222	+10.0	9,908	-3.0
BRITISH COLUMBIA COLOMBIE-BRITANNIQUE	1961	1,629,082	100.0	1,318,498	80.9	26,179	1.6	284,405	17.5
	1971	2,184,621	100.0	1,807,253	82.8	38,034	1.7	339,334	15.5
	+ or/ou - of/de 1961	555,539	+33.2	488,755	+37.1	11,855	+45.3	54,929	+19.4
YUKON	1961	14,628	100.0	10,869	74.3	443	3.0	3,316	22.7
	1971	18,388	100.0	15,346	83.5	450	2.4	2,592	14.1
	+ or/ou - of/de 1961	3,760	+ 25.7	4,477	+41.2	7	+1.6	724	+21.8
NORTHWEST TERRITORIES TERRITOIRES-DU-N.O.	1961	22,998	100.0	8,181	35.6	994	4.3	13,823	60.1
	1971	34,807	100.0	16,306	46.8	1,162	3.3	17,339	49.9
	+ or/ou - of/de 1961	11,809	+ 51.4	8,125	+99.3	168	+16.9	1,516	+25.4
Maurice A. Simoneau 27/6/1972									

M. A. Symeoneau
10/5/72

CORRESPONDENCE OF BOUNDARIES OF FEDERAL AND PROVINCIAL
ELECTORAL DISTRICTS WITH BOUNDARIES OF 1971 CENSUS DIVISIONS,
BY PROVINCE.

Correspondance des limites des circonscriptions électorales
fédérales et provinciales avec les limites des divisions de
recensement de 1971, par province.

<u>PROVINCE</u>	<u>ELECTORAL DISTRICT</u> <u>CIRCONSCRIPTION ELECTORALE</u>	<u>CENSUS DIVISION</u> <u>DIVISION DE RECENSEMENT</u>
<u>Newfoundland</u> <u>Terreneuve</u>	Federal: Nil Provincial: Nil	Nil Nil
<u>PRINCE EDWARD ISLAND</u> <u>Ile-du-Prince-Edouard</u>	Fed: Nil Prov.: Nil	Nil Nil
<u>NOVA SCOTIA</u>	Federal: Nil	Nil
<u>Nouvelle-Ecosse</u>	Provincial: Antigonish Colchester Guysborough Inverness Queens Richmond Shelburne Victoria Yarmouth	Antigonish Colchester Guysborough Inverness Queens Richmond Shelburne Victoria Yarmouth
<u>New Brunswick</u> <u>Nouvelle-Ecosse</u>	Federal: Madawaska-Victoria Prov: Albert Carleton Charlotte Kent Kings Northumberland Victoria	Madawaska and/et Victoria Albert Carleton Charlotte Kent Kings Northumberland Victoria.
<u>Québec</u>	Federal: Nil Provincial: Bagot Beauharnois Bellechasse Berthier	Nil Bagot Beauharnois Bellechasse Berthier

<u>PROVINCE</u>	<u>ELECTORAL DISTRICT</u> <u>CIRCONSCRIPTION ELECTORALE</u>	<u>CENSUS DIVISION</u> <u>DIVISION DE RECENSEMENT</u>
-----------------	--	--

Québec (continued-suite)

Prov.:	Châteauguay	Châteauguay
	Frontenac	Frontenac
	Huntingdon	Huntingdon
	Iberville	Iberville
*	Kamouraska	Kamouraska
	L'Assomption	L'Assomption
*	L'Islet	L'Islet
	Lotbinière	Lotbinière
	Maskinongé	Maskinongé
	Missisquoi	Missisquoi
*	Montmagny	Montmagny
	Napierville-Laprairie	Laprairie and/et Napierville
	Nicolet	Nicolet
*	Pontiac	Pontiac
*	Rivière-du-Loup	Rivière-du-Loup
	Rouville	Rouville
	St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
	Saint-Jean	St-Jean
	Témiscouata	Témiscouata
	Vaudreuil-Soulanges	Vaudreuil and/et Soulanges
*	Wolfe	Wolfe

* Note: Slight difference but basically the same
 Quelque différence mais foncièrement les mêmes.

ONTARIO

Fed:	Elgin	Elgin
	Glengarry-Prescott	Glengarry, Prescott and/et Russell
	Oxford	Oxford
Prov:	Durham	Durham
	Grenville-Dundas	Dundas and/et Grenville
	Lanark	Lanark
	Leeds	Leeds
	Northumberland	Northumberland
	Perth	Perth
	Peterborough	Peterborough
*	Timiskaming	Timiskaming

* Note: slight difference but basically the same
 quelque différence mais foncièrement les mêmes

<u>PROVINCE</u>	<u>ELECTORAL DISTRICT</u>		<u>CENSUS DIVISION</u>
	<u>CIRCONSCRIPTION ELECTORALE</u>		<u>DIVISION DE RECENSEMENT</u>
<u>MANITOBA:</u>	Fed.	Nil	Nil
	Prov.	Nil	Nil
<u>SASKATCHEWAN</u>	Fed.	Nil	Nil
	Prov.	Nil	Nil
<u>ALBERTA</u>	Fed.	Nil	Nil
	Prov.	Nil	Nil
<u>BRITISH COLUMBIA</u>			
<u>COLOMBIE-BRITANNIQUE</u>			
	Fed.	Nil	Nil
	Prov.	Nil	Nil
<u>Total - CANADA -</u>			Federal 4
			Provincial 49

Maurice Simoneau
 Clerk-Statistician
 Bilingual Districts Advisory Board

le 10 mai 1972
 Ottawa, Ontario
 May 10, 1972

gbc

CONSEIL CONSULTATIF DES
DISTRICTS BILINGUES

~~XXX XXXX~~ OTTAWA
TÉL.: 995-7326



BILINGUAL DISTRICTS
ADVISORY BOARD

~~XXX XXXX~~ OTTAWA
TEL.: 995-7326

5

May 30, 1972

le 30 mai, 1972

COMPARATIVE NOTES ON 1961 and 1971 CENSUS MOTHER TONGUE DATA,
FOR CANADA AND BY PROVINCE.

Notes comparées sur les données de langue maternelle pour les
recensements de 1961 et 1971 pour le Canada et par province.

1 - CANADA

French Mother Tongue (1961)	:28.1%	{	- 1.2%
(1971)	:26.9%		
English Mother Tongue (1961)	:58.4%	{	+ 1.8%
(1971)	:60.2%		

2. P.E.I. from 1961 to 1971

a) French M.T. down 1%
b) Eng. M.T. up 1.1%
c) Total Pop. up 7,000

3. N.S. from 1961 to 1971

a) French M.T. down 0.5%
b) Eng. M.T. up 0.7%
c) Total pop. up 52,000

4. N.B. from 1961 to 1971

a) French M.T. down 1.2%
b) Eng. M.T. up 1.3%
c) Total pop. up 36,000

5. Québec from 1961 to 1971

- a) French M.T. down 0.4%
- b) Eng. M.T. up 0.2%
- c) Total pop. up approx. 768,000
- d) Other mother tongues up 0.6%

Montréal area - zone

24 circonscriptions électorales fédérales
24 federal electoral districts

1961: 10 circ.(dist.) moins(less) 10%
5 " " 10% à - to 20%
9 " " plus (over) 20%

1971: 12 moins (less) 10%
2 10% à - to 20%
10 plus (over) 20%

6. Ontario from 1961 to 1971

- a) French M.T. down 0.5%
- b) Eng. M.T. up 0.1%
- c) Total pop. up approx. 767,000
- d) other mother tongues down 0.4%

7. Manitoba from 1961 to 1971

- a) French M.T. down 0.5%
- b) Eng. M.T. up 3.6%
- c) Total pop. up approx. 67,000
- d) other mother tongues down 3.1%

8. Saskatchewan from 1961 to 1971

- a) French M.T. down 0.5%
- b) Eng. M.T. up 4.2%
- c) other M.T. down 4.6%
- d) total pop. up approx. 1,000

9. Alberta from 1961 to 1971

- a) French M.T. down 0.3%
- b) Eng. M.T. up 5.2%
- c) other M.T. down 4.2%
- d) total pop. up approx. 294,000

10. British Columbia from 1961 to 1971

- a) French M.T. . up 0.1%
- b) Eng. M.T. up 1.9%
- c) other M.T. down 2.0%
- d) total pop. up approx. 555,000

11. Yukon from 1961 to 1971

- a) French M.T. down 0.6%
- b) Eng. M.T. up 9.2%
- c) other M.T. down 8.6%
- d) total pop. up approx. 4,000

12. Northwest Territories from 1961 to 1971

- a) French M.T. down 1.0%
- b) Eng. M.T. up 9.2%
- c) other m.t. down 10.2%
- d) total pop. up approx. 12,000

Maurice Simoneau

Ottawa, Ont.
May 30, 1972

gbc

CONSEIL CONSULTATIF DES
DISTRICTS BILINGUES

~~XXXXXXXX~~ OTTAWA

TÉL: 995-7326



BILINGUAL DISTRICTS
ADVISORY BOARD

~~XXXXXXXX~~ OTTAWA

TEL: 995-7326

May 29, 1972.
le 29 mai 1972.

Federal electoral districts whose French mother tongue has risen from below 10% to above 10%, has fallen from above 10% to below 10% and, in Quebec, whose English mother tongue population has risen from below 10% to above 10%, has fallen from above 10% to below 10%, from 1961 Census to 1971 Census.

1961

1971

NEWFOUNDLAND: (French mother tongue)

less 10% to over 10% : no change
over 10% to less 10% : no change

PRINCE EDWARD ISLAND (French mother tongue)

less 10% to over 10% : no change
over 10% to less 10% : no change

NOVA SCOTIA (Fr.M.T.)

less 10% to over 10% : no change
over 10% to less 10% : no change

NEW BRUNSWICK (Fr.M.T.)

less 10% to over 10% : no change
over 10% to less 10% : no change

QUEBEC (English Mother Tongue)

less 10% to over 10% : St-Jacques 8.9%-12.
from over 10% to less 10% :

Longueuil	11.3%	to	7.9%
Louis-Hébert	11.3%	"	7.7%
Gamelin	14.1%	"	8.6%
Maisonneuve- Rosemont	10.6%	"	8.3%
Mercier	11.6%	"	8.1%
Témiscamingue	10.7%	"	9.2%
Terrebonne	10.3%	"	8.3%

1961

1971

ONTARIO (French Mother Tongue)

from less 10% to over 10% : no change ✓
 from over 10% to less 10% : Windsor-Walkerville 10.8%-8.1%

MANITOBA (French Mother Tongue)

from less 10% to over 10% : no change
 from over 10% to less 10% : no change

SASKATCHEWAN (French Mother Tongue)

from less 10% to over 10% : no change
 from over 10% to less 10% : Meadow Lake: 10.0% to 7.7%

ALBERTA (French Mother Tongue)

from less 10% to over 10% : no change ✓
 from over 10% to less 10% : Athabasca: 12.3% to 9.0%
 Peace River: 11.2% to 9.2%

BRITISH COLUMBIA (French Mother Tongue)

from less 10% to over 10% : no change
 from over 10% to less 10% : no change

YUKON (French Mother Tongue)

from less 10% to over 10% : no change
 from over 10% to less 10% : no change

NORTHWEST TERRITORIES (French Mother Tongue)

from less 10% to over 10% : no change
 from over 10% to less 10% : no change

Maurice Simoneau
 Ottawa,
 May 29, 1972

gbc

N.M.M.

NUMERICAL DISTRIBUTION OF CIVILIAN FEDERAL PUBLIC
SERVICE PAYROLL STAFF IN RECOMMENDED BILINGUAL DISTRICTS

<u>DISTRICTS</u>	<u>Total employees</u>
<u>= 0 employees</u>	
- While Horse Plain S.D. (Man.)	0
- Prud'homme-Vonda (Sask)	0
- Coquitlam (B.C.)	0
<u>total: 3 districts</u>	0
<u>= 1 to 10 employees</u>	
- Port au Port (Nfld)	2
- Glengarry (Ont.)	10
- Ellice-St.Lazare (Man.)	1
- Red River S.D. (Man.)	6
- Seine River S.D. (Man.)	1
- St. George-Powerview (Man.)	1
- Ste-Rose (Man.)	2
- Storthoaks-Reciprocity-Antler (Sask).	3
- Zenon Park-Arborfield (Sask.)	2
<u>total: 9 districts</u>	28
<u>= 11 to 25 employees</u>	
- Russell (Ont.)	11
- Mountain S.D. (Man.)	16
- St-Boniface (Man.)	23
- Assiniboia-Willow Bunch (Sask.)	14
<u>total: 4 districts</u>	64
<u>TOTAL (0- 25 employees) : - 16 districts</u>	<u>92</u>

Almost all in Operational Category.

= 26 to 50 employees

- Midland-Penetang (Ont.)	50
- Prescott (Ont.)	31
- Gravelbourg-Shaunavon (Sask.)	37

total: 3 districts 118

TOTAL (0 - 50 employees): - 19 districts 210

= 51 to 100 employees

- Timiskaming (Ont.)	85
- Donnelly-Fahler-Girouxville-Peace River(Alta)	65

total: 2 districts 150

TOTAL (0 - 100 employees): - 21 districts 360

= 101 to 250 employees

- Antigonish-Inverness-Richmond (N.S.)	116
- Stormont (Ont.)	225
- Welland-Port Colborne (Ont.)	129
- Battleford-Regina (Sask.)	149

total: 4 districts 619

= 251 to 500 employees

- Egmont (P.E.I.)	335
- Digby-Yarmouth (N.S.)	355
- Cochrane (Ont.)	486
- Sudbury (Ont)	401
- Prince Albert Region (Sask.)	487
- St-Paul-Bonnyville-Lac La Biche (Alta)	351

total: 6 districts 2415

= 1,000 to 1500 employees

- Renfrew-Nipissing (Ont.)	1439
- Windsor-Essex-Kent (Ont.)	1379

total: 2 districts 2818

= 5000 to 10,000 employees

- New Brunswick (Prov.)	6261
- Legal-Morinville-St-Albert (Alta) (including Edmonton) - ?	5223
<u>total: . districts</u>	11,484

= 10,000 and over

- Québec (prov.)	32,037
- Carleton (Ont.)	48,227
<u>total: 2 districts</u>	80,264

TOTAL: 37 districts

97,960 employees

Based on Study by
Manpower Analysis Group,
Manpower Division
Personnel Policy Branch
Treasury Board Secretariat.

Neil Morrison
M. Simoneau

July 26, 1971.

LANGUAGE QUESTIONS IN THE CENSUS OF CANADA

March 17, 1972.

1961 CENSUS

"Two questions on language were included in the 1961 census of Canada. The question on "official language" refers to the number of persons reporting they were able to speak either one or both of the official languages of Canada. It should be noted that persons indicated as speaking "English only" or "French only" may also speak other languages and have a mother tongue other than English and French.

"The second question on "Mother tongue" determines the language a person first learned in childhood and still understands. In the case of infants, this would refer to the language commonly spoken in the home." (Extract from the Introduction to the 1961 census of Canada, Bulletin 1.2-9 on Population - Official Language and mother tongue).

The exact questions included in the enumerators' schedules were as follows:

"12. What language did you first learn in childhood and still understand? A list of 17 languages, including Indian or Eskimo together, was printed, opposite the question to be checked for the appropriate response. If the language was not listed, a space was allowed for writing it.

"13. Can you speak English?

Can you speak French?

the 4 choices listed with a space for checking were: English only, French only, both English and French, neither English nor French."

"12. Quelle est la première langue que vous avez apprise dans l'enfance et que vous comprenez encore? Avec la même liste des noms des langues en français, 17 langues, 16 choix, suivie par

l'instruction - si non indiquée, inscrire ici:

"13. Parlez-vous anglais?

Parlez-vous français?

suivi par les 4 choix - anglais seulement, français seulement, anglais et français, ni anglais ni français."

1971 CENSUS OF CANADA

Following the suggestion made by the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism in Volume I of its Report, ~~the~~ third question on "language most often spoken" was added in the 1971 census. Because the census was conducted on a self-administered basis in 1971, that is, respondents or householders in the main filled out the schedules themselves, the form of the questions on mother tongue and official languages was slightly changed although the definitions were essentially the same as in the 1961 census. The mother tongue question was included in ^{the} short questionnaire which went to 100% of the householders, with information to be completed for all occupants or "usual residents of this dwelling". The "official language" question and "the language most often spoken" were included in the longer questionnaire which went to a one third sample of households. The two language questions in the 1961 census were to have been completed by enumerators for all occupants of all households.

Column 5 in both short and long forms of the questionnaire dealt with mother tongue. The wording in English and in French and the appropriate instructions in the accompanying booklet were as follows:

Mother tongue:

In English - 5. "Mother tongue" - language first spoken and still understood

Householders were asked to fill one circle only for each resident with the following choices: English, French, German, Italian, Other (specify).

Instructions for question 5: "In this question, you must understand the language you report. If you do not now understand the first language you learned, report the next one that you learned and still understand. For infants who have not learned to speak, report the language spoken most often in the home."

In French

5. Langue maternelle - la première langue parlée et encore comprise ne remplir qu'une seule - anglais, français, allemand, italien, aut (précisez).

Instructions pour question 5: "Indiquez dans cette question la langue que vous comprenez. Si vous ne comprenez plus la première langue que vous avez apprise, indiquez la deuxième langue apprise et que vous comprenez encore. Dans le cas des bébés, indiquez la langue le plus souvent parlée à la maison."

One third of the households were asked to complete, among other questions including those concerning citizenship, ethnic origin, religion, education, etc., questions 17 and 18 concerning "language most often spoken" and "official language" for all usual residents of the dwelling. The exact questions, in English and French and the accompanying instructions, were as follows:

Language most often spoken

In English -

17. "What language do you most often speak at home now?" A list of 10 languages was printed underneath the question with circles to be filled in: English, French, German, Indian, Italian, Magyar, Netherlands, Polish, Ukrainian, Yiddish, and a line space with the instruction "Other, write here".

Instructions for question 17: "If you speak two or more language at home, report the one which, in your opinion, you use most frequently. If you live alone, report the language which you use most frequently in your daily routine".

In French

17. "Actuellement, quelle est la langue que vous parlez le plus souvent à la maison?" Liste de 10 choix suivante: anglais, français, allemand, indien, italien, magyar, néerlandais, polonais, ukrainien, yiddish et un espace "Autre, écrivez ici".

Instructions pour question 17: "Si vous parlez deux langues ou plus à la maison, déclarez celle que, à votre avis, vous utilisez le plus souvent. Si vous vivez seul, déclarez la langue que vous parlez le plus souvent au cours de la journée."

OFFICIAL LANGUAGES

In English - 18. "Can you speak English or French well enough to conduct a conversation?" (See Instruction booklet) Choice of replies listed: "English only, French only, both English and French, neither English nor French." Instruction for question 18: "Do not report a language studied at school unless you can conduct a conversation in it. By this, we mean being able to carry on a conversation of some length on various topics"

In French - 18. "Connaissez-vous assez bien l'anglais ou le français pour soutenir une conversation? (Consultez le livret d'instructions.)" Choix - Imprimé: "l'anglais seulement, le français seulement, l'anglais et le français, ni l'anglais ni le français." Instruction pour question 18 "Ne déclarez pas une langue apprise à l'école à moins de pouvoir converser dans cette langue, c'est-à-dire à moins de pouvoir soutenir une conversation assez longue sur divers sujets".

HISTORIAL BACKGROUND AND OBSERVATIONS

Questions about language were first included in the 1901 census and data on this subject has been collected in every succeeding census although the nature or form of the questions varied until 1941 when the two questions about mother tongue and official language were standardized and defined in essentially the same way in the censuses of 1951, 1961 and 1971. Without

going into details, it might be pointed out that the 1901 census had a question requesting information about French and English and mother tongue. The mother tongue question was dropped in 1911 and the question about the language most often spoken included. In 1921, questions were asked: "Can you speak English? Can you speak French? and other languages spoken as mother tongue." In 1931, there was also a question on languages other than English and French as mother tongue.

In his book, "Languages and Ethnic Relations in Canada", Stanley Lieberman has a brief and useful description of the census data concerning languages (pp. 17 - 20). Since this was written earlier and published in June 1970, he makes no reference to the latest question concerning the language most often spoken at home.

Lieberman points out that: "Both the mother-tongue and official-language questions used in the Canadian census provide some difficulties. Mother tongue in recent years is defined as "the language first learned in childhood and still understood. In the case of infants the language commonly spoken in the home was recorded" (Dominion Bureau of Statistics, 1962, Bulletin 1.2-11, p. xi). Prior to 1941, mother tongue was the language first learned in childhood and still spoken, an even more restrictive definition. Thus, by either definition of mother tongue, Canadian census procedure allows for the omission of the first learned language if the person no longer retains some minimal knowledge of it at the time of enumeration. This runs counter to the normal view of mother tongue as simply the first learned language in childhood, without regard to the respondent's current ability in the tongue."

There are also some serious difficulties about the interpretation of the data for official language. But according to Lieberman "in spite of these difficulties, Canadian censuses provide one of the broadest and most useful bodies of language data currently available."

The B and B also included a brief discussion on the nature and meaning of language statistics in the introduction to Chapter 2

of Volume I of its Report, (pp. 17 and 18). The Commission pointed out that the mother tongue data is a generation behind the facts. Because of the limitations of the two questions on "mother tongue" and "official languages", the Commission proposed adding a third question which would "deal precisely with the main language of each Canadian, and would enable us to tell which language he speaks most often at home and at work. This information would then provide the basis for more complete studies in the future". Meanwhile, the Commission used the two categories available with full awareness of their deficiencies and principally relied on the data arising from the mother tongue question, because it "best determines the linguistic group to which the individual belongs." But the Commission suggested a change in the future if possible. "Wherever relevant, our recommendations had to be based on the statistics for mother tongue. If a question ^{on} ~~of~~ the language generally used is added to the census - and if the data gained from response to this question is considered valid - we think this should be used ^{as} ~~a~~ the basis for future calculations."

The one third sample used in the 1971 census for the language most often spoken and the official languages questions is statistically more than adequate to yield reliable and valid data. It will be interesting to compare the data on language most often spoken at home with the data on mother tongue. The results of the 1971 census should provide a much more realistic and up-to-date picture of current patterns of language distribution and of trends in various parts of the country than has been available in the past.

Neil Morrison,
March 17, 1972.
gbc



Ottawa
le 30 juin 1972

M É M O I R E

Aux: Membres du Conseil

De: Roland Morency

Sujet: Déplacements Officiels

Le sommaire suivant a pour but de vous rappeler, au besoin, les procédures et contraintes administratives touchant les déplacements officiels des membres du Conseil.

AVANCE

Une avance fixe a été mise à votre disposition pour l'année fiscale en cours. Cette avance sera remboursable à la fin de votre mandat.

MOYEN DE TRANSPORT

Sauf dans le cas de déplacement sur une petite distance, pour laquelle l'automobile ou le train constituent habituellement le moyen de transport le moins coûteux, c'est la classe touristique qui est recommandée pour les voyages en avion. On ne voyage en première classe que dans des situations très spéciales exigées par les circonstances et les échéances.

Vous pouvez soit retenir les sièges et acquitter les frais du voyage, soit vous en remettre à l'agent d'administration du Conseil qui fera le nécessaire et verra à ce que les billets soient disponibles au comptoir de la ligne aérienne à l'aéroport du départ.

TAXI

L'utilisation d'un taxi ou limousine est acceptée entre la résidence et l'aéroport, l'aéroport et l'hôtel ainsi que les courses locales nécessitées par votre travail. Un reçu n'est pas nécessaire si le prix de la course est \$5 ou moins. Nous vous prions d'indiquer au verso de la réclamation un sommaire des courses nécessaires.

HÔTELS

Les membres peuvent séjourner dans les hôtels bien situés et confortablement équipés. Cependant, lorsqu'ils s'inscrivent, ils doivent demander à bénéficier des tarifs spéciaux réservés aux employés du gouvernement de façon à pouvoir être complètement remboursés de leurs frais.

Les membres peuvent réclamer \$6 par nuit si des dispositions ont été prises en vue de se loger chez des parents ou amis. Un reçu n'est pas nécessaire.

Dans tous les autres cas, il est nécessaire de joindre à la réclamation le reçu de l'hôtel.

On peut réserver une chambre d'hôtel personnellement ou par l'entremise de l'agent d'administration du Conseil.

REPAS

Une indemnité moyenne de \$11 par jour couvrant les repas, les pourboires pour les repas et les appels téléphoniques urbains est prévue.

Pour les journées incomplètes, le coût moyen des repas qui s'applique est de \$1.50 pour le petit déjeuner, \$2 pour le déjeuner, \$4.50 pour le dîner et \$3 pour les frais divers.

AUTRES FRAIS

Les indemnités payables relativement à l'utilisation d'une voiture personnelle sont calculées ainsi qu'il suit:

- a. pour chacun des premiers quatre mille milles, par année financière, 13.5 cent.
- b. pour chacun des milles compris entre quatre mille un et huit mille milles par année financière, 13.0 cent.

La location d'automobiles doit se faire au nom du Gouvernement du Canada afin de bénéficier de la réduction gouvernementale de 20%. Pour ce faire, la location doit être payée comptant ou utilisant la carte de crédit "U-Drive" appropriée. Toute autre carte de crédit tel "American Express", etc., annule la réduction gouvernementale de 20%. Le reçu pour la location de la voiture doit être joint à la réclamation de voyage.

RÉCLAMATION

Un formulaire de réclamation est joint à ce mémoire à titre d'exemple.

FRAIS DE VOYAGE / TRAVEL EXPENSE CLAIM

CONSEIL CONSULTATIF DES
DISTRICTS BILINGUES

BILINGUAL DISTRICTS
ADVISORY BOARD

le 30 juin 1972

RÉCLAMANT: ()
CLAIMANT :

Date du Voyage: De *26 juin* À *29 juin 1972*
Date of Trip : From To

MOTIF DU VOYAGE : *1^{re} Réunion du Conseil*
PURPOSE OF TRAVEL:

ENDROIT(S) VISITÉ(S): *Ottawa, Ont.*
PLACE(S) VISITED :

Frais de Transport	<i>Air Canada (reçu no 1)</i>	\$ 74.00
Transportation Expenses		
Taxis		\$ 14.00
Logement	<i>(reçu no 2)</i>	\$ 48.00
Accommodation		
Repas	<i>2 jours à 11.00</i>	\$ 22.00
Meals		
Autres Frais		\$ -
Other Expenses		

Total \$ 158.00

APPROUVÉ/APPROVED

PRÉSIDENT/CHAIRMAN

Signature du RÉCLAMANT
CLAIMANT'S Signature

Certifié en vertu de l'article 32 de la loi sur l'Administration Financière et approuvé aux fins de paiement et demandé en vertu de l'article 31 de la loi sur l'Administration Financière.

Certified pursuant to Section 32 of the Financial Administration Act and Requisitioned for payment pursuant to Section 31 of the Financial Administration Act.

Taxis: Residence to Airport 3.00
Uplands to El Mirador 4.00
El Mirador to Uplands 3.75
Airport to la Residence 3.20

14.00

ETAT DE COMPTE / INVOICE

Date: le 30 juin 1972

Conseil consultatif des
districts bilingues

Bilingual Districts
Advisory Board

Doit à : (nom)
On account with: _____

Honoraires pour services rendus au Conseil
consultatif des districts bilingues pour les jours
suivants:

Honoraria for work performed for the Bilingual
Districts Advisory Board on the following days:

1^{er} exemple

1^{re} réunion plénière à Ottawa les 27 et 28 juin 72
2 jours à 150.00 — \$ 300.00

2^e exemple

Visite de la région Montréal, Sherbrooke
les 11, 12, 13 et 14 juillet 72
3 1/2 jours à 150.00 — \$ 525.00

TOTAL: \$ (_____)

Parafe: _____
Signature: _____

Approuvé / Approved:

Président / Chairman

Second Bilingual Districts Advisory Board (1972)

Minutes of First Meeting

June 28, 29 1972

O T T A W A

The First meeting of the Second Bilingual Districts Advisory Board (1972) was convened by the Chairman at 9.30 a.m., Wednesday, June 28, 1972, in the Conference Room at 110 Argyle Avenue, Ottawa, Ontario.

Present: - Paul Fox, Toronto, Ont. Chairman
Jane Carrothers, Calgary, Alberta
Eleanor Duckworth, Halifax, N.S.
W. Harry Hickman, Victoria, B.C.
Léopold Lamontagne, Ottawa, Ont.
William Mackey, Quebec, P.Q.
Alfred Monnin, Winnipeg, Man.
Yvonne Raymond, Montreal, P.Q.
Albert Regimbal, Sudbury, Ont.
Adélarde Savoie, Moncton, N.B.

Neil Morrison, Ottawa, Secretary-General
Roland Morency, Ottawa, Secrétaire-général adjoint

In attendance by invitation:

Jules Léger, Sous-secrétaire d'Etat
Max Yalden, Assistant Under-Secretary
of State

Cyril Falardeau, liaison officer,
Language Administration Branch,
Dept. of Secretary of State

(Wednesday morning, June 28 for Item III)

T.B. Smith, Special Advisor, Dept. of Justice

(Wednesday afternoon, June 28 for Item VII)

D.G. Cartwright, Dept. of Geography, Univ.
of Western Ontario, London

(Tuesday afternoon and Wednesday morning,
June 28 and 29 for Items VII and VIII)

Clairette Pilon, Ottawa, Administrative Officer

Maurice Simoneau, Statistical Technician
(Tuesday and Wednesday mornings for Item VIII)

Items I and II - Presentation of members and introductory
remarks by Chairman

The Chairman welcomed all members and commented on the variety and wealth of specialized knowledge and experience which individual members would be able to contribute to the work of the Board in such fields relevant to the inquiry as education, linguistics, law, public administration, political and social institutions, etc., in addition to an intimate knowledge of the different regions of the country. In brief, he felt that the Board is composed of a widely representative group of informed citizens. He also suggested that he believed it fitting that in the proceedings of a bilingual board each member should feel entirely free to speak in either official language, as he or she choose, and that written communications might be in either language also.

Item III - Greetings from the Secretary of State

Messrs. Léger, Yalden and Falardeau attended the meeting from 10 to 11 a.m. M. Léger welcomed the members on behalf of the Secretary of State who was prevented from being present in person by his parliamentary duties. M. Léger also commented on the duties of the Board and thanked the members for their willingness to accept the demanding and difficult but important responsibilities of conducting an inquiry into possible bilingual districts across the country on behalf of the Governor-in-Council.

Mr. Yalden explained the objectives of the Advisory Board and pointed out that it is an independent body operating under the Inquiries Act and the terms of reference set forth in the Official Languages Act. As such it will be expected to make its own decisions and judgements without interference or direction. The role of the Secretary of State Department was simply that of providing administrative support and services. If particular problems arise the Board

could always count on assistance from the Department in attempting to resolve them. In view of the fact that the necessary data from the 1971 census will not be available until later in the summer, contrary to earlier expectations, he felt that the mandate of the Board to conduct an inquiry and to report within the next twelve months could perhaps be extended somewhat. Mr. Hickman said that if the essential statistics are not published before two or three months that would only leave nine months to complete the work and therefore the original timetable might not be a realistic expectation. Mr. Yalden, supported by Mr. Léger, said that it would not be necessary to keep to the letter of the public announcement and that an exception could be made considering all the circumstances. Mr. Yalden, repeating that the Secretary of State Dept. would be pleased to provide assistance while completely respecting the independence of the Board, explained that Colonel Falardeau of the Languages Administration Branch would act as Liaison Officer between the Board and the Department. Mr. Falardeau said he would be available to the Board and its staff whenever required and that he would keep in touch through the Secretary and Assistant-Secretary, Messrs. Morrison and Morency.

Mr. Yalden, for the information of the members, described briefly various aspects of the bilingual programme of the Federal government including a resume of the respective responsibilities of the Secretary of State, the Treasury Board, the Privy Council Office and the Public Service Commission. In reply to questions he also described the role of the Commissioner of Official Languages and outlined the stages through which the report of the first Board had passed before the Governor-General-in-Council had decided to postpone the proclamation of bilingual districts until the census figures for 1971 were available and a second Board had been appointed as required by the Act to use them to make recommendations.

Item IV - Message from the Chairman of the First Advisory Board

The Chairman read a letter of congratulations and best wishes to members of the new Board from M. Roger Duhamel, Chairman of the first Board. It was proposed and agreed that a letter of thanks for his message and congratulations on his nomination to the post of Canadian Ambassador to Portugal be sent to M. Duhamel on behalf of the members.

Mr. Hickman, in the name of the whole Board, thanked Mr. Fox for the informal social reception of the previous evening which had successfully served the purpose of getting acquainted.

Item V - Agenda

Moved by Mr. Monnin, seconded by Mr. Savoie, that the proposed agenda be adopted. Adopted.

Item VI - Administrative Arrangements

The Chairman reported to the Board that he and the Secretary had succeeded in making an arrangement with the Secretary of the Treasury Board to borrow the services of Col. Morency for an initial period of six months, subject to later review and possible extension, to assist the Advisory Board in getting properly organized and undertaking its inquiry on a sound basis. He explained that Mr. Morency had been the Administrative Officer of the first Board to which he had been of invaluable assistance and that he would now be associated with Mr. Morrison in directing the work of the secretariat and in assisting the Board in its investigations in the field and its consultations with the provinces as well as its studies and deliberations based in Ottawa. He was sure other members of the previous Board would share his pleasure in once again having Mr. Morency as a member of the staff.

Mr. Fox felt that, while Mr. Morrison and Mr. Morency were not members of the Board as such and therefore would have no vote, they should be accorded the privilege, and indeed be expected to participate freely in the discussions of the Board so that the latter could take full advantage of their special experience and detailed knowledge of the problems. He hoped other members would agree with this suggestion. Agreed.

The Chairman asked the Secretary to explain the functions and organization of the secretariat. Mr. Morrison outlined the staff establishment and reported on staff already hired and positions remaining to be filled. The Chairman of the Board is serving in a part-time capacity. The Secretary also discussed budget estimates approved last fall to provide for expenditures incurred by the Board during the current fiscal year. Mr. Morency described the administrative support services supplied by the Secretary of State Dept. and explained the regulations and procedures concerning honoraria and expenses, standing advances and travel arrangements. Mr. Morrison reported that a problem of office accommodation might arise later in the summer if it proved impossible to retain the space occupied at present in Trafalgar House, which has recently been sold to new owners. It was agreed that it would be desirable to remain at the present location at 110 Argyle if at all possible.

Item VII - Discussion of the Official Languages Act

Consideration of this item was postponed until the afternoon session when Mr. T.B. Smith of the Justice Dept. would be available.

Item VIII - Basic reference resources for the Inquiry

(See Appendix A attached for list of Documents Providing Background Information Concerning Census and other data prepared for Members of Bilingual Districts Advisory Board for First Meeting, June 28 and 29, 1972).

a) 1971 census data from Statistics Canada

At the request of the Chairman, Mr. Morrison discussed the situation concerning data from 1971 census. The only language statistics yet available were the mother tongue statistics by provinces and federal electoral districts. These were the figures certified by the Chief Statistician in his letter of transmittal of April 24, 1972 to the Clerk of the Privy Council as fulfilling the requirements of Section 14 of the Act which refers to "census districts" according to the 1948 Statistics Act which correspond ... "as nearly as may be ... with the electoral divisions". The Statistics Act was repealed in 1971 and replaced by a new Act which contains no mention of "census districts". In fact this term is no longer used by Statistics Canada except internally for field administrative purposes. Practically all census data are published by census divisions and subdivisions. About the only exception are limited population statistics computed and published for federal electoral purposes and boundary revision proceedings. To ensure continuity and comparability of statistical services from census to census the Bureau of Statistics attempts to maintain the same boundaries for "census divisions" whereas "electoral districts" (and the more or less equivalent so-called "census districts") change every ten years. In only three or four cases in the whole country do "census divisions" actually correspond with federal electoral districts. Further, Statistics Canada does not publish more detailed breakdowns of population figures by administrative units or smaller geographical areas within electoral district boundaries. These are compiled and published on the basis of census divisions and sub-divisions and it is these figures which the Board must have available to carry out its inquiry especially in relation to the determination of boundaries pursuant to Section 13 of the Act.

The language population figures so far supplied by the Chief Statistician are of use only in a very general way. The Secretary felt that as in the case of the previous Board, it would be essential for the present Board to have figures not only for "census divisions" but for municipalities, villages, towns, cities and rural areas, as well as very frequently, by census tracts and even enumeration areas.

Statistics by census divisions and breakdowns within them were expected to have been available - although not published, by about mid-June. However due to some coding and tabulating errors which necessitated computer reviews they were delayed. Prior to the meeting, the Secretary was informed by Statistics Canada officials that they hoped to have xerox copies of computer print-out sheets by the middle or end of July. The publication of the special population bulletin on mother tongue designed to facilitate the work of the Bilingual Districts Advisory Board would be delayed for at least another month and would probably be ready late in August or early September. Data from other census language questions - including knowledge of the official languages and language most often spoken at home were expected to become available later in the summer or fall.

For the benefit of those not familiar with the Statistics, Mr. Morrison described the census procedures and definitions relating to language questions. (See memorandum, item 9, Appendix A).

Some members of the Board raised questions about the reliability of the 1971 census data on which the inquiry will be based. Mr. Morrison said he knew that special studies had been made by the Bureau of Statistics in the past in this connection but he did not know if anything had yet been attempted for the 1971 data. Members asked that copies of reports of studies about the validity and reliability of the statistics, if any, should be secured if possible.

b) other reference sources

The Secretary referred to some demographic studies published in recent years as a result of work by the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism and which could be supplied to any interested member of the Board as reference or background material. Members expressed interest in receiving copies and suggested titles of other books or reports concerning bilingualism, biculturalism and ethnic relations which they felt would be relevant and useful. It was agreed that a list should be prepared and circulated to members for checking their requirements.

The Secretary had also sent out copies of the Order in Council appointing the Board, the Official Languages Act and the Recommendations of the first Bilingual Districts Advisory Board and a few pertinent articles prior to the meeting and said that distribution of the latter could be continued as they become available if Board members wished. Mr. Regimbal said he had found these items most helpful and would like to continue receiving as much of this kind of material as possible in order to keep in touch with opinion and developments in the different regions of the country. Other members agreed that such a service should be continued on a reasonable basis and that members should also contribute items of interest from their own regions for general distribution whenever possible.

The meeting recessed for lunch at 12.15 p.m.

The meeting reconvened at 2.15 p.m.

Item VII - Explanation of Official Languages Act

The Chairman introduced M. T.B. Smith, Director of the Advisory and International Law Division of the Department of Justice, specialist for the Department in matters of bilingualism who had been involved in the drafting and subsequent interpretation of the legislation.

Mr. Smith introduced the subject by sketching the background and context out of which the Official Languages Act (1969) emerged. He suggested that a re-reading of the minutes of the Special Committee of the House of Commons on the Official Languages Act and the amendments proposed would result in a better understanding of the intent and meaning of the Act. He then proceeded to analyze the substance of the clauses of the Act to show what it was intended to do. He pointed out that it is not legislation in relation to bilingualism but really in relation to unilingualism. The law is designed to protect unilingualism and to provide for a choice of language used by individuals. There is no imposition of language knowledge or use on individuals but duties are imposed on the institutions of the federal government to provide services to members of the public in either or both official languages in specific situations and under certain conditions.

In support of this interpretation he cited quotations from explanatory statements made by the Minister of Justice at the time.

Mr. Smith commented in detail on specific sections of the Act with special reference to those relating to bilingual districts and to the work of the Board including sections 7, 9, 10, 11, 12 to 18 inclusive, 25, 26, 35 and 36.

Following Mr. Smith's presentation, there was an extended discussion in which members raised a number of questions of interpretation and application of the law. Some of the points made by Mr. Smith among others were the following:

- re Sec. 2 According to Mr. Smith this section was a general statement of purpose and intent, and in his view rather marginal although other authorities held different views about the substantive meaning and importance of this section.

 - re Sec. 7 This section specifies one of the duties imposed on the institutions of government concerning printing of notices and advertisements which result from the proclamation of bilingual districts.

 - re Sec. 8 In reply to questions by Board members, Mr. Smith said that he felt the interpretation was mainly important for lawyers.

 - re Secs. 9 These are key sections and 9 in particular
and 10 is most important.
- Section 9 paragraph (1) concerns the creation of additional responsibilities or duties for all federal government departments, agencies, judicial, quasi-judicial or administrative bodies or Crown corporations. Every department, agency, etc., "has the duty to ensure that ... members of the public can obtain available services from and can communicate with it in both official languages" in two, or possibly three, different locations or situations:
- (1) "within the National Capital Region"
 - (2) "at the place of its head or central office in Canada if outside the National Capital Region"
 - (3) "at each of its principal offices in a federal bilingual district established under this Act".

Since the National Capital Region (which encompasses territory on both sides of the Ottawa River in the provinces of Ontario and Quebec) is already established by the Act as an area in which the duty to provide services in both official languages is required the Board need not be concerned with it. It should be noted that the duty to provide services and communicate with the public in a bilingual district is limited to, or only specified for, the principal office of each federal department, agency, body or corporation located in such a district. There is no definition of the term "principal office". In practical operating terms, what constitutes or is designated as a "principal office"? The Act does not make any reference to departmental offices serving a bilingual district even if located outside the proclaimed district.

Section 9 (2) extends the duty of departments, etc., to provide services in both official languages to members of the public outside bilingual districts with two qualifications: (1) to the extent that it is feasible to do so; and (2) where there is a significant demand.

The Board should examine the nature, extent and location of services available or provided in determining the limits of districts. In this connection it was important to note Section 15 (3), wherein the Bilingual Districts Advisory Board was empowered to recommend changes in administrative organization. Particular attention should also be given to para. (2) of Sec. 9 which as mentioned above provides for a method of handling problems of official language minority groups aside from bilingual districts as such.

re Sec. 11 Concerning the courts, it is relevant to the work of the Board especially para. (2) about the proceedings of courts within bilingual districts. In this connection a question was raised by Mr. Mackey about the difference of meaning in the French text and the English text referring to: "services d'interprétation des procédures" as "the simultaneous translation of the proceedings."

re Sec. 12 Mr. Smith noted that the authority of the Governor-in-Council to establish by proclamation from time to time one or more federal bilingual districts in a province, or to alter the limits of any bilingual districts so established is permissive ("may") rather than mandatory. Further it is important to note that there is no authority to do away with a district once it is proclaimed. Once a district always a district, unless Parliament decides to change the Act or passes a special law dissolving a district or districts. The question of the possibility of amending the Act was raised but this seemed to be unlikely in the near future. In the light of these considerations, it would be important before recommending or proclaiming districts to examine not only the present situation but likely future developments or population trends to avoid creating districts which might become empty or artificial constructions without much meaning and serving no real purpose.

re Sec. 13 Mr. Smith said there are two criteria for recommending districts:

- (1) the 10% official language minority population criteria (13(2)); based on the mother tongue decennial census figures (36 (2));
- (2) a second standard is that of federal government services previously provided in both official languages to residents of an area prior to the coming in force of the Act (13(3)).

Either of these criteria or standards of judgment is essential to establish a bilingual district, but its creation is permissive ("may"), not mandatory ("shall"). Other considerations may be brought into play in making a judgement or recommendation including the obligation contained in section 15 (3) "that the Board shall have regard to the convenience of the public in a proposed bilingual district in respect of all the federal, provincial, municipal and educational services provided therein..." and further "where necessary recommend any administrative changes in federal services in the area to adapt the area etc...".

re Sec. 14 The Board is required to use census mother tongue figures certified by the Chief Statistician, therefore the question of their reliability seems to be legally irrelevant although the simple fact of an area having 10% or more does not compel the Board to recommend a district or the government to proclaim it.

re Sec. 15 Recommendation or proclamation of a district is not dependent on agreement of the provincial government, although the Board is required to consult with the province concerned before making a recommendation and should be able to furnish proof that it has done so. In the event, however, that an agreement has been negotiated and reached, it must be respected. It would also appear sensible to attempt to take into consideration provincial concerns in determining appropriate areas, - to try to reach a "juste milieu".

In reply to a question about what had happened to the recommendations which had been submitted by the first Board, Mr. Smith said that he did not feel he was in a position to comment on that in general except on legal matters. During the work of the Interdepartmental Committee set up by the government to study the recommendations three questions of a legal nature had arisen:

- (1) concerning the recommendations to proclaim the whole of New Brunswick a single bilingual district and to do the same for Quebec. The Act makes no provision specifically for proclaiming a whole province and this possibility may not have been foreseen by the legislators. All the Act says (sec. 12) is that "... the Governor-in-Council... may... establish one or more federal bilingual districts in a province..." In the case of New Brunswick the law officers came to the conclusion that there might be some question of legality if only the province as such was named in a proclamation but that the same purpose could be achieved by naming individually in a proclamation all the census divisions or all the federal or provincial electoral districts in the province which together comprise the whole of the territory of New Brunswick. This was done in the First Board recommendations.

- (2) Concerning the question of naming the whole of Carleton County in a proclamation when most of it is included within the National Capital Region already specifically mentioned in section 9 (1) of the Act as an area for the provision of services in both languages. The law officers felt the former would be redundant and that only those areas of Carleton County lying outside the National Capital Region should be named in a proclamation. The same consideration would apply on the other side of the river in Quebec if certain counties there were to be proposed as bilingual districts.
- (3) Concerning the possibility or legality of the government proclaiming districts other than those recommended by an Advisory Board. This question arose in connection with Quebec. If the government decided not to accept the recommendation of the First Board that the whole province be proclaimed a single bilingual district did it have the right or authority under the Act to proclaim certain federal bilingual districts in that province even though the Board had not made any specific recommendations and had not carried out any inquiry in relation to those areas as it had done in other provinces, other than to have general discussions with the provincial government?. Officials of the Department of Justice were of the opinion that such an arbitrary decision by the government, without prior investigation or recommendation, was possible under the law, although such a decision might be challenged. One could pose the question, should a Board consult not only the governments but the populations concerned? There might well be a divergence of opinion on this question.

There was some discussion about the whole concept of bilingual districts and what they entailed in practice; and in particular the need for a precise definition, if possible. The Chairman suggested that the best method to achieve both clarity and consensus about a working definition would be to ask each member, after studying the Act, to send

in a brief statement of his ideas which could then be forwarded to other members for comment and discussion at a subsequent meeting. Mr. Hickman suggested that the Chairman should draft a statement but Mr. Fox felt that the best result would be obtained by each member making a contribution and pooling the ideas of all. It was agreed that this procedure should be tried and that the question of the definition of a bilingual district would be included for discussion on the agenda of the next meeting of the Board.

Item VII - Basic reference resources for the Inquiry
(cont'd)

Mr. Morrison completed the review of census statistics and other data which he had commenced earlier. He gave a preliminary analysis of trends in language population distribution across the country revealed by the 1971 mother tongue census figures by provinces and federal electoral districts. He also referred to figures concerning federal government employees in proposed bilingual districts and the lack of any data about bilingual capacity or numbers of bilingual employees in regions or specific areas.

There was further discussion about relevant background reference material and about the kinds of analyses or special studies which the Board might require.

The Chairman briefly reviewed some of the important questions remaining on the agenda for discussion the following day.

The session adjourned at 5.45 p.m.

THURSDAY, JUNE 29th, 1972

The meeting reconvened at 9.00 a.m.

Item IX - Recommendations of the First Bilingual Districts
Advisory Board, 1971

The Secretary outlined briefly the procedures followed by the government in dealing with the recommendations of the first Board which eventually resulted in the decision this spring not to implement any of the recommendations but rather to appoint a new Board immediately to examine the whole situation and to bring forward new recommendations in the light of the more up-to-date statistics provided by the 1971 census.

The Chairman asked each member to comment on the way in which the report of the previous Board had been received by provincial governments, the press and the public in the different regions and provinces. This discussion included some assessment of the present situation in each province and a more prolonged discussion about how to approach the whole problem of Quebec and in particular the complicated question of Montreal.

Item X - Plan of work and procedure for the inquiry

A lengthy discussion took place concerning the various points listed in the agenda under this item. This discussion was in the nature of a preliminary exploration since it was felt that it was too early to arrive at definite conclusions without further consideration and that it would be better to defer some decisions until a later meeting. It was agreed that Item X of the agenda concerning procedures and the plan of work should be discussed again at the next meeting. In addition, the following specific points of agreement, suggestions or requests were recorded.

- (1) It was agreed that there should be no public hearings.
- (2) It was agreed that the Board should receive all submissions and consider sympathetically any requests for private meetings with organizations, groups or individuals.

It was agreed that when the Board, or a team of Board members, intended to visit a locality, it would be wise to make the presence of Board members in the locality known to interested groups or individuals.

- (3) Mr. Fox suggested that as a preliminary step members should feel free to talk to their friends or other people in the possible districts with a view to obtaining advice and sounding out feelings and opinions on an informal basis and reporting their observations at the next meeting.
- (4) There was a division of opinion about the need to re-visit districts already visited and recommended by the previous Board. Some members felt it was unnecessary; others felt that this was a new Board which had to take responsibility for its own decisions and that it would be desirable, especially for new members, to examine for themselves on the spot the situation in various areas. There were also a number of borderline cases or problem areas which would probably need to be reconsidered either in terms of their viability or appropriate boundaries in the light of the new census figures. In general it was agreed that those members who wished to travel in small teams should be free to do so.

The Chairman asked members to indicate the areas they would like to visit and when they might be free to do so by sending in tentative lists before August 14.

- (5) Mr. Lamontagne asked that a list of essential places to visit be prepared. The Secretary said that he would prepare a list of what he regarded as problem areas but that it was really for the Board members themselves to decide what they wanted to do. Mrs. Carrothers questioned the advisability of assigning responsibility to individual members on a regional basis. She felt that the constant tendency in Canada to treat everything on a regional basis should be resisted. She said that this was a national board with national responsibilities.

There was some discussion and differences of opinion expressed as to the educational function performed by the Board in visiting local areas. The Chairman pointed out that the first Board had found that many Citizens in local areas appreciated meeting representatives of a Board appointed by the Governor-General in Council and discussing their concerns with them. Mme Raymond asked for a copy of the maps of electoral districts in Quebec and that copies of two reports of the Quebec government concerning "Division du Québec en dix régions et vingt-cinq sous-régions administratives", "Division par districts scolaires de la ville de Montréal" be ordered for all members.

- (5) It was agreed that members should feel free to give press interviews, appear on radio or TV about bilingual districts and the work of the Board, taking care to make clear that they were not speaking for the Board, but as individuals.

It was agreed that a brief general memorandum of 2 or 3 pages be prepared as an aide-mémoire for publicity purposes explaining provisions of the Official Languages Act and the nature and functions of the Board. There should also be a draft of pertinent extracts from the Act prepared for the use of members.

- (6) Mr. Mackey urged that the fullest possible use be made of the recommendations of the previous Board and that a study of its findings be undertaken by members with this in view. He also suggested that in conducting its inquiry the Board consider minority communities in a dynamic rather than a static manner and attempt to classify the different kinds of bilingual potential.
- (7) There was also a brief discussion of the order in which the various provinces might be visited. It was noted that the first Board had not visited Quebec and parts of Ontario as extensively as it had visited certain other provinces.

Item XI - Consultations with provincial governments

Members agreed with the view expressed by the Chairman that discussions with the provinces should be postponed until a later date when the Board would be in a better position to suggest concrete recommendations.

Item XII - Additional questions - Research

Following a discussion about the nature and kind of research required by the Board initiated by questions from Miss Duckworth, it was moved by Mr. Hickman seconded by Mr. Savoie: that the Board approve the employment of Mr. Donald G. Cartwright, economic geographer, as research officer and consultant. Adopted.

Item XIII - Date of next meeting

It was agreed that the next meeting would be held on Monday and Tuesday, August 14 and 15, 1972, in Ottawa.

Item XIV - Adjournment

Motion to adjourn at 1.30 p.m. by Mr. Mackey, seconded by Mr. Savoie. Adopted.

Paul Fox,
Chairman

Neil Morrison,
Secretary

Ottawa,
August 3, 1972

Deuxième Conseil consultatif des Districts bilingues

Procès-verbal de la première réunion

Les 28 et 29 juin 1972

O T T A W A

La première réunion du deuxième Conseil consultatif des Districts bilingues a été convoquée par le président pour le mercredi 28 juin 1972 à 9 h 30 à la salle de conférence, 110, avenue Argyle, Ottawa, Ontario.

Assistent à la réunion:

Paul Fox, Toronto, Ontario, président
Jane Carrothers, Calgary, Alberta
Eleanor Duckworth, Halifax, N.E.
Harry Hickman, Victoria, C.B.
Léopold Lamontagne, Ottawa, Ontario
William Mackey, Québec, Québec
Alfred Monnin, Winnipeg, Manitoba
Yvonne Raymond, Montréal, Québec
Albert Regimbal, Sudbury, Ontario
Adélarde Savoie, Moncton, N.B.

Neil Morrison, Ottawa, secrétaire général
Roland Morency, Ottawa, secrétaire général adjoint

Assistent à la réunion sur invitation

Jules Léger, sous-secrétaire d'Etat
Max Yalden, sous-secrétaire d'Etat adjoint
Cyril Falardeau, agent de liaison,
Direction des programmes de langues,
Secrétariat d'Etat

(matinée du mercredi 28 juin
- article III)

T.B. Smith, conseiller spécial,
(ministère de la Justice)

(après-midi du mercredi 28 juin - article VII)

D.G. Cartwright, département de géographie,
(University of Western Ontario, London)

(après-midi du mercredi 28 juin et matinée
du jeudi 29 juin - articles VII & VIII)

Clairette Pilon, agent d'administration

Maurice Simoneau , Statisticien

(matinées du mercredi et du jeudi - article VIII)

Articles I et II - Présentation des commissaires et
observations préliminaires du président

Après avoir adressé un mot de bienvenue aux commissaires, le président fait quelques observations au sujet de la diversité et de la richesse des connaissances spécialisées et de l'expérience des membres du Conseil, ce qui, en plus de leur connaissance approfondie des différentes régions du pays, doit leur permettre de mener à bien leur enquête dans des domaines aussi variés que l'éducation, la linguistique, le droit, l'administration des affaires publiques, les institutions sociales et politiques etc. En somme, le Conseil, de son avis, est formé d'un groupe très représentatif de citoyens avertis. Il mentionne également qu'il serait naturel, au cours des délibérations d'un conseil bilingue, que chacun se sente tout à fait libre d'utiliser la langue officielle de son choix, et que les communications écrites se fassent également dans l'une ou l'autre langue.

Article III - Allocution de bienvenue au nom du Secrétaire d'Etat

MM. Léger, Yalden et Falardeau assistent à la réunion de 10 h à 11 h. M. Léger, représentant le Secrétaire d'Etat retenu par ses obligations parlementaires, adresse un mot de bienvenue aux participants. Il fait également quelques observations au sujet des attributions du Conseil, et remercie les membres d'avoir accepté la tâche, à la fois importante, difficile et exigeante, qui consiste à mener, au nom du gouverneur en conseil, une enquête dans les districts bilingues éventuels de tout le pays.

M. Yalden expose les objectifs du Conseil consultatif et souligne le fait qu'il s'agit d'un organisme indépendant, qui fonctionne en vertu de la Loi sur les enquêtes, et dont le mandat est précisé dans la Loi sur les langues officielles. Ainsi, il devra prendre lui-même ses décisions et formuler des jugements sans intervention ou direction venant de l'extérieur. Le rôle du Secrétariat d'Etat se borne simplement à fournir le soutien et les services administratifs nécessaires. Cependant, au cas où des difficultés particulières apparaîtraient, le Secrétariat d'Etat serait heureux d'aider le Conseil à tenter de les résoudre. M. Yalden pense que le Conseil pourra peut-être obtenir une prolongation du délai de 12 mois qui lui est accordé pour mener à bien son enquête et rédiger son rapport, en raison du fait que les données du recensement de 1971 ne seront disponibles qu'à la fin de l'été, contrairement à ce qui avait été prévu. M. Hickman déclare que, si les données statistiques nécessaires aux fins de l'enquête ne sont pas disponibles d'ici deux ou trois mois, le Conseil ne disposera que de neuf mois pour remplir son mandat; ainsi, le délai prévu n'est peut-être pas très raisonnable. M. Yalden, appuyé par M. Léger, ajoute qu'il ne sera peut-être pas nécessaire de se conformer rigoureusement à ce qui a été prévu et que, étant donné les circonstances, on pourra faire exception. M. Yalden répète que le Secrétariat d'Etat sera heureux d'aider le Conseil, tout en respectant son indépendance, et explique que, dans ce but, le colonel Falardeau, de la Direction des programmes des langues, servira d'agent de liaison entre le Conseil et le Ministère. M. Falardeau assure qu'il se tiendra à la disposition du Conseil et de ses membres et que, à cette fin, il restera en contact avec MM. Morrison et Morency, secrétaire et secrétaire adjoint.

A titre d'information, M. Yalden expose brièvement les différents aspects du programme de bilinguisme du gouvernement fédéral et résume les attributions respectives du Secrétariat d'Etat, du Conseil du Trésor, du Bureau du Conseil privé et de la Commission de la Fonction publique. En réponse à diverses questions, il précise le rôle du Commissaire des langues officielles et indique les étapes que le rapport du premier Conseil a dû franchir avant que le gouverneur en conseil ne décide de différer la proclamation des districts bilingues jusqu'à ce que les données du recensement de 1971 soient connues et que soit constitué, en vertu de la Loi, un deuxième Conseil qui, à partir des données, présentera des recommandations.

Article IV - Message du président du premier Conseil consultatif

Le président lit une lettre dans laquelle le président du premier Conseil consultatif, M. Roger Duhamel, présente ses félicitations et ses voeux de succès aux membres du nouveau Conseil. Sur proposition, il est convenu qu'on fera parvenir une lettre à M. Duhamel en vue de le remercier et de le féliciter au nom du Conseil, de sa nomination au poste d'ambassadeur du Canada au Portugal.

Au nom de tous les membres du Conseil, M. Hickman remercie M. Fox de son amicale réception la veille ce qui a permis aux membres de faire connaissance.

Article V - Ordre du Jour

M. Monnin, appuyé par M. Savoie, propose que soit accepté l'ordre du jour présenté. La proposition est acceptée.

Article VI - Mesures d'ordre administratif

Le président fait savoir au Conseil qu'ils ont réussi, le secrétaire et lui, à obtenir du secrétaire du Conseil du Trésor que le colonel Morency se joigne au Conseil consultatif pour une période initiale de six mois, qui pourra plus tard être reconsidérée et peut-être prolongée, en vue d'aider celui-ci à s'organiser et à effectuer son enquête avec la structure nécessaire. Il mentionne que M. Morency faisait partie du premier Conseil à titre d'agent d'administration et qu'il avait rendu des services inestimables. En collaboration avec M. Morrison, il dirigera les travaux de secrétariat et apportera son aide au Conseil en ce qui a trait aux enquêtes sur place, aux consultations avec les provinces, de même qu'aux études et délibérations qui auront lieu à Ottawa. Il se dit assuré que les autres membres qui faisaient partie du premier Conseil seront aussi heureux que lui de retrouver M. Morency parmi les membres du personnel.

M. Fox souligne que, n'étant pas membre du Conseil, MM. Morrison et Morency n'ont pas le droit de vote. Il propose par contre qu'il leur soit accordé à titre de privilège de participer en toute liberté aux discussions du Conseil de sorte que ce dernier puisse bénéficier dans toute la mesure du possible de leur expérience particulière et de leur connaissance approfondie des problèmes. Il souhaite que tous les autres membres partagent son avis. La proposition est acceptée.

Le président demande au secrétaire d'exposer le rôle et l'organisation du secrétariat. M. Morrison donne les grandes lignes de la structure du secrétariat et rend compte de la situation en ce qui concerne les employés déjà engagés et les postes encore à pourvoir. Le président du Conseil oeuvre à temps partiel. Le secrétaire fait également connaître le budget voté l'automne dernier en vue de faire face aux dépenses supportées par le Conseil au cours de la présente année financière. M. Morency décrit les services de soutien administratif fournis par le Secrétariat d'Etat et explique les règles et procédures relatives à la rémunération, aux dépenses, avances fixes et frais de déplacement. M. Morrison signale qu'un problème d'ordre matériel pourrait survenir à la fin de l'été s'il devenait impossible de continuer à utiliser les locaux de la Maison Trafalgar, récemment vendue. Tous sont d'accord sur le fait qu'il serait souhaitable de continuer, dans la mesure du possible, à occuper les locaux situés à 110, avenue Argyle.

Articles VII - Etude de la Loi sur les langues officielles

L'étude de cet article est reporté à la session de l'après-midi à laquelle M. T.B. Smith du ministère de la Justice pourra assister.

Article VIII - Références fondamentales aux fins de l'enquête

(La liste des documents qui renferment les données de base relatives au recensement et d'autres données rassemblées à l'intention des membres du Conseil consultatif des Districts bilingues, en vue de leur première réunion, tenue les 28 et 29 juin 1972, figure à l'annexe A.)

a) Données relatives au recensement de 1971 - Statistique Canada

A la demande du président, M. Morrison explique la situation en ce qui a trait aux données du recensement de 1971. Les statistiques relatives à la langue maternelle, par province et par circonscription électorale, sont les seules données disponibles à ce jour. Ces chiffres ont été certifiés par le Statisticien en chef dans la lettre d'accompagnement qu'il a fait parvenir au greffier du Conseil privé, le 24 avril 1972, conformément aux exigences de l'article 14 de la Loi, portant sur les "districts de recensement", lesquels, conformément à la Loi sur la statistique de 1948, correspondent "autant que possible aux divisions électorales". En 1971, la

Loi sur la statistique a été abrogée et remplacée par une nouvelle loi qui ne mentionne nulle part "les districts de recensement". En fait, Statistique Canada n'utilise plus ce terme que pour les communications internes relatives à l'administration du bureau. Toutes les données du recensement sont publiées par division et subdivision de recensement, à l'exception des statistiques ayant trait aux populations restreintes, lesquelles sont calculées et publiées en vue d'élections fédérales et de modification de limites. En vue d'assurer la continuité et la comparabilité des données d'un recensement à l'autre, le Bureau de la statistique tente de toujours tenir compte des mêmes limites en ce qui concerne les "divisions de recensement", alors que celles des "circonscriptions électorales" (et des "districts de recensement" qui y correspondent plus ou moins) changent tous les dix ans. En fait, dans tout le pays, il n'y a que deux ou trois "divisions de recensement" qui correspondent aux circonscriptions électorales fédérales. En outre, Statistique Canada ne publie pas d'états plus détaillés des chiffres relatifs à la répartition de la population par division administrative ou par plus petit secteur géographique situé dans les limites d'une circonscription électorale. Ces données, compilées et publiées en fonction des divisions et subdivisions de recensement, sont celles dont le Conseil consultatif doit disposer en vue de mener son enquête, spécialement en ce qui concerne la détermination des limites, conformément à l'article 13 de la Loi. Les données relatives aux langues et fournies à ce jour par le Statisticien en chef, ne peuvent être utilisées que d'une façon très générale. De l'avis du secrétaire, il est indispensable que le présent Conseil, comme le premier Conseil, dispose des données en ce qui a trait non seulement aux "divisions de recensement", mais aussi aux municipalités, villages, villes, localités et régions rurales et, très souvent, aux secteurs de recensement et même aux secteurs de dénombrement.

Les statistiques et les états détaillés relatifs aux divisions de recensement devaient être disponibles - bien que non publiés - vers la mi-juin. Cependant, par suite d'erreurs de programmation et de tabulation, il a fallu étudier de nouveau les données par ordinateur, ce qui occasionne un délai. Avant la réunion, des fonctionnaires de Statistique Canada ont informé le secrétaire qu'ils espéraient fournir des photocopies d'imprimés d'ordinateur au milieu ou à la fin de juillet. La publication du bulletin spécial sur les langues officielles, visant à faciliter le travail du Conseil consultatif des Districts bilingues sera retardée d'au

moins un mois, et peut-être même jusqu'à la fin d'août ou le début de septembre. Les données relatives à d'autres questions d'ordre linguistique - dont les données relatives à la langue officielle et à la langue usuelle au foyer - devraient être disponibles à la fin de l'été ou à l'automne.

M. Morrison explique, à l'intention des membres auxquels la statistique n'est pas familière, les techniques de recensement et les définitions relatives aux questions linguistiques. (Voir mémoire, article 9, annexe A.)

Quelques membres du Conseil s'interrogent sur la justesse des données du recensement de 1971 qui serviront de base à l'enquête. M. Morrison mentionne que, à sa connaissance, le Bureau de la statistique a déjà fait des études spéciales sur cette question par le passé, mais qu'il ignore si cela a été fait en ce qui concerne les données du recensement de 1971. Les membres demandent que leur soit fournies des copies de comptes rendus d'études sur la qualité et l'exactitude des données, s'il en existe.

b) Autres sources de référence

Le secrétaire fait savoir que des études démographiques récentes découlant du travail de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme seront distribuées, à titre de référence et de document de base, à tous les membres intéressés. Les membres du Conseil s'intéressent à cette proposition et suggèrent d'autres ouvrages ou comptes rendus relatifs au bilinguisme, au biculturalisme et aux relations ethniques qui, de leur avis, pourraient être utiles et pertinents. Il est décidé qu'une liste sera préparée et distribuée aux membres afin qu'ils choisissent ce dont ils pourraient avoir besoin.

Le secrétaire avait déjà fait parvenir aux membres des copies du décret du Conseil des ministres en vertu duquel le Conseil consultatif a été constitué, de la Loi sur les langues officielles et des recommandations du premier Conseil consultatif des Districts bilingues, ainsi que de quelques articles pertinents publiés avant la réunion. Il fait savoir qu'il sera possible, si les membres du Conseil le désirent, de continuer la distribution de tels articles au fur et à mesure qu'ils deviendront disponibles. M. Regimbal signale qu'il a trouvé ces documents très utiles et qu'il souhaite en recevoir le plus possible afin d'être

au courant de l'opinion publique et du développement des diverses régions du pays. D'autres membres sont d'avis que ce service devrait être maintenu sur une base raisonnable, et que les membres eux-mêmes devraient, dans la mesure du possible, fournir des articles relatifs à leur régions respectives en vue de la distribution générale.

La réunion est suspendue à 12 h 15.

La réunion reprend à 14 h 15.

Article VII - Etude de la Loi sur les langues officielles

Le président présente M. T.B. Smith, directeur de la Section de la consultation et du droit international au ministère de la Justice et spécialiste de ce ministère en matière de bilinguisme, qui a participé à la rédaction et à l'interprétation de la Loi.

M. Smith aborde le sujet en esquissant les circonstances et le contexte qui avaient présidé à l'élaboration de la Loi sur les langues officielles. Il mentionne qu'une nouvelle lecture du compte rendu du Comité spécial de la Chambre des communes chargé de la Loi sur les langues officielles et des modifications proposées aiderait à mieux comprendre l'objet et la signification de la Loi. Il passe ensuite à l'analyse des dispositions de la Loi en vue d'en dégager l'objet. Il souligne le fait qu'il s'agit d'une loi reliée non pas au bilinguisme, mais plutôt à l'unilinguisme. La Loi vise à protéger l'unilinguisme et à permettre aux citoyens d'utiliser la langue de leur choix. Elle n'impose aucunement la connaissance ou l'utilisation d'une langue, mais stipule que les organismes du gouvernement fédéral doivent, dans des situations précises et dans certaines circonstances, fournir à la population des services dans l'une ou l'autre langue officielle ou dans les deux. A l'appui de son interprétation, il cite des extraits d'une déclaration explicative prononcée, à l'époque, par le ministre de la Justice.

M. Smith précise le sens de certains articles de la Loi, et en particulier ceux qui portent sur les districts bilingues et le travail du Conseil, y compris les articles 7, 9, 10, 11, 12 à 18 inclusivement, 25, 26, 35 et 36.

Une période de discussion suit l'exposé de M. Smith. Les membres posent un certain nombre de questions relativement à l'interprétation et à l'application de la Loi. M. Smith fait ressortir, entre autres, les arguments qui suivent.

Art. 2. De l'avis de M. Smith, cet article constitue une déclaration générale des buts et objets de la Loi, bien que selon d'autres sources autorisées, l'article aurait une plus grande signification et importance.

Art. 7. Cet article précise une des responsabilités qui incombent aux institutions du Gouvernement à propos de l'impression d'avis et d'annonces par suite de la proclamation des districts bilingues.

Art. 8 Interrogé par les membres du Conseil, M. Smith souligne que l'interprétation de cet article importe surtout aux avocats.

Art. 9 Il s'agit de deux articles clefs: l'article 9 est
et 10 particulièrement important.

L'article 9 (1) porte sur les tâches et responsabilités supplémentaires qui incombent désormais aux ministères, départements et organismes du Gouvernement ainsi qu'aux organismes judiciaires ou quasi-judiciaires ou administratifs ou aux corporations de la Couronne. "Il incombe aux ministères, départements et organismes etc... de veiller à ce que... le public puisse communiquer avec eux et obtenir leurs services dans les deux langues officielles", dans deux ou peut-être trois endroits ou situations:

- (1) "dans la région de la Capitale nationale"
- (2) "au lieu de leur siège ou bureau central au Canada s'il est situé à l'extérieur de la région de la Capitale nationale".
- (3) "en chacun de leurs principaux bureaux ouverts dans un district bilingue créé en vertu de la présente loi".

Etant donné que, en vertu de la Loi, la région de la Capitale nationale (qui comprend des territoires sur les deux rives de la rivière Outaouais dans les provinces d'Ontario et du Québec) constitue déjà une région dans laquelle les services doivent être fournis dans les deux langues officielles, le Conseil n'a pas à s'en occuper. Il est à noter que, aux termes de la Loi, les ministères, départements, organismes ou corporations doivent veiller à ce que le public puisse, dans un district bilingue, communiquer avec eux et obtenir leurs services dans les deux langues, seulement en chacun de leurs bureaux principaux ouverts dans de tels districts. La Loi ne définit pas le terme "bureau principal". Dans la pratique, qu'est-ce qui constitue un "bureau principal", ou que désigne-t-on par ce terme? La Loi ne tient pas compte des bureaux des ministères qui, bien que situés à l'extérieur des districts bilingues, desservent de tels districts.

Aux termes de l'article 9 (2), il incombe aux ministères etc. de fournir des services au public en dehors des districts bilingues, dans les deux langues officielles, (1) dans la mesure où il leur est possible de le faire et (2) lorsqu'il y a demande importante. Le Conseil doit tenir compte de la nature et de l'importance des services accessibles ou offerts, ainsi que du lieu où ils le sont, lorsqu'il déterminera les limites des districts. A cet égard, il importe de noter l'article 15 (3) en vertu duquel le Conseil consultatif des Districts bilingues est habilité à recommander des modifications administratives. L'article 9 (2), qui, comme il a déjà été mentionné, permet de s'occuper des problèmes des groupes appartenant aux minorités linguistiques à l'extérieur des districts bilingues, doit tout spécialement retenir l'attention.

Art. 11 L'article 11, portant sur les tribunaux se rattache au travail du Conseil et, en particulier le paragraphe (2), relatif aux procédures conduites dans les districts bilingues. Au sujet de cet article, M. Mackey demande quelle est la différence de signification entre les textes français et anglais, qui se lisent de la façon suivante: "services d'interprétation des procédures" et "the simultaneous translation of the proceedings".

Art. 12 M. Smith fait remarquer que le pouvoir du gouverneur en conseil de créer par proclamation, à l'occasion, un ou plusieurs districts bilingues, ou à modifier les limites de districts bilingues ainsi établis, est facultatif ("peut") plutôt qu'impératif. De plus, il importe de noter le fait que personne n'a le pouvoir d'annuler la proclamation d'un district bilingue établi. Une fois créé, le district doit toujours être considéré comme un district, à moins que le Parlement ne décide de changer la Loi ou de voter une loi spéciale supprimant un ou plusieurs districts. On s'interroge sur la possibilité de modifier la Loi, mais, il est peu probable que cela se produise dans un avenir rapproché. Aussi importe-t-il, avant de recommander ou de proclamer la création d'un district bilingue, d'analyser non seulement la situation du moment, mais également de prévoir l'accroissement éventuel ou les tendances de la population afin d'éviter de créer des districts qui risqueraient de devenir inutiles et artificiels, des districts presque vides de sens et sans raison d'être.

Art. 13 M. Smith souligne que deux critères s'imposent à la recommandation de districts:

- (1) le premier exige que 10% au moins de la population appartiennent à une des minorités linguistiques officielles (article 13 (2)); le critère est déterminé d'après les données du recensement décennal sur les langues maternelles;
- (2) le second prévoit le cas où des services du gouvernement fédéral étaient déjà offerts aux résidents d'une subdivision dans les deux langues officielles avant l'entrée en vigueur de la Loi.

Il faut absolument tenir compte de l'un de ces critères lorsqu'il s'agit de créer un district bilingue, mais sa création est facultative ("peut") et non impérative ("doit"). D'autres considérations peuvent entrer en jeu lorsqu'il s'agit de formuler un jugement ou de faire une recommandation, y compris l'obligation contenue dans l'article 15 (3), selon laquelle "le Conseil tiendra compte, lorsque la création d'un district bilingue est proposée, de la commodité pour le public de tous les services fédéraux, provinciaux, municipaux et éducatifs qui y sont fournis" et "au besoin, il recommandera... les modifications administratives qu'il estime nécessaire d'apporter aux services fédéraux de la subdivision considérée pour les adapter à une subdivision... etc.

Art. 14 Le Conseil est tenu d'utiliser les chiffres du recensement sur les langues maternelles; par conséquent, le problème de leur exactitude semble légalement ne pas se poser bien que le simple fait qu'une subdivision compte 10% ou plus de résidents appartenant à une minorité linguistique n'oblige pas le Conseil à recommander la création d'un district, ni le Gouvernement à la proclamer.

Art. 15 La recommandation ou la proclamation relatives à la création de districts bilingues ne dépend pas de l'assentiment des gouvernements des provinces bien que le Conseil soit tenu de les consulter et qu'il devrait prouver qu'il l'a fait avant de soumettre une recommandation. Cependant, dans les cas où un accord a été négocié et conclu, il doit être respecté. Il serait également judicieux d'essayer de tenir compte des sujets de préoccupation des provinces lors de la délimitation des subdivisions et de tenter d'atteindre un juste milieu.

En réponse à une question portant sur le point de savoir ce qu'il était advenu des recommandations soumises par le premier Conseil, M. Smith déclare qu'il n'estime pas être en mesure de faire des observations générales à ce sujet, sauf sur le plan juridique. Au cours des travaux du Comité interministériel constitué par le gouvernement en vue d'étudier les recommandations, trois problèmes d'ordre juridique se sont présentés:

- (1) relativement aux recommandations visant à faire de tout le Nouveau-Brunswick un seul district bilingue et à faire de même pour le Québec. La Loi ne renferme aucune disposition particulière portant sur la proclamation d'une province entière; il s'agit là d'une possibilité qui n'a peut-être pas été prévue par les législateurs. Tout ce que la Loi mentionne à cet égard (art. 12) c'est que "le gouverneur en conseil ... peut ... créer dans une province un ou plusieurs districts bilingues fédéraux ..." Dans le cas du Nouveau-Brunswick, les légistes ont conclu que des questions de légalité pourraient survenir si l'on ne mentionnait que la province comme telle dans la proclamation, mais que le même résultat pourrait être obtenu en mentionnant, dans la proclamation, toutes les divisions de recensement et toutes les circonscriptions électorales fédérales ou provinciales qui font partie du territoire du Nouveau-Brunswick. C'est ce qu'avait fait le premier Conseil dans le rapport énonçant ses recommandations.
- (2) relativement à la proclamation du comté de Carleton comme district bilingue alors qu'il fait déjà partie presque en entier de la région de la Capitale nationale où, en vertu de l'article 9 (1) de la Loi, les services doivent être offerts dans les deux langues. Les légistes ont pensé qu'il s'agirait d'une répétition et qu'il conviendrait de ne mentionner, dans une proclamation, que les subdivisions du comté de Carleton situées à l'extérieur de la région de la Capitale nationale. Les mêmes mesures s'appliqueraient du côté québécois de la rivière si l'on avait l'intention de proposer certains comtés comme districts bilingues.

- (3) relativement à la possibilité ou à la légalité de la proclamation, par le Gouvernement, de districts bilingues autres que ceux recommandés par un Conseil consultatif. Cette question s'est posée dans le cas du Québec. Si le Gouvernement avait résolu de ne pas accepter la recommandation du premier Conseil visant la proclamation d'un seul district bilingue composé de tout le territoire de la province de Québec, avait-il le droit ou le pouvoir, en vertu de la Loi, de proclamer la création de certains districts bilingues fédéraux dans cette province alors même que le Conseil n'avait fait aucune recommandation particulière et n'avait effectué aucune enquête au sujet de ces régions, comme il l'avait fait dans les autres provinces en dehors des consultations d'ordre général avec les gouvernements des provinces? De l'avis des fonctionnaires du ministère de la Justice le Gouvernement pouvait, en vertu de la Loi, prendre une décision aussi arbitraire, sans qu'il ait eu enquête préalable ou recommandation, bien qu'une telle décision puisse être contestée. On peut donc se demander si le Conseil ne devrait pas consulter non seulement les gouvernements, mais également les populations touchées. Il pourrait fort bien y avoir divergence d'opinions sur cette question.

On discute ensuite du concept des districts bilingues et des conséquences pratiques qu'ils entraînent et, en particulier du besoin d'en établir si possible une définition précise. Le président propose que la meilleure méthode pour en arriver à une définition claire et complète consisterait à demander aux membres de faire parvenir, après étude de la Loi, un bref exposé de leurs idées que l'on distribuerait à chacun et que l'on pourrait commenter et discuter lors d'une prochaine réunion. M. Hickman propose que seul le président prépare un exposé, mais M. Fox estime qu'on obtiendra de meilleurs résultats en demandant à tous les membres d'apporter leur collaboration. Il est convenu que cette façon de procéder sera mise à l'épreuve et que la question de la définition du district bilingue sera portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil.

Article VII - Références fondamentales aux fins de l'enquête

(suite)

M. Morrison termine l'étude qu'il a commencée plus tôt sur les statistiques du recensement et sur d'autres données. Il analyse d'une façon sommaire les tendances relatives à la répartition des groupes linguistiques au Canada, telles qu'elles se dégagent de l'étude des chiffres du recensement de 1971 sur les langues maternelles dans chaque province et circonscription électorale. Il fait également état des chiffres

relatifs à la langue des employés des bureaux du gouvernement fédéral dans les districts bilingues proposés et mentionne l'insuffisance des données relatives au niveau de bilinguisme possible ou au nombre d'employés bilingues dans certaines subdivisions ou régions.

On discute à nouveau des documents nécessaires comme références de base, et du genre d'analyses ou d'études spécialisées dont le Conseil pourrait avoir besoin.

Le président passe brièvement en revue quelques-uns des principaux points de l'ordre du jour qui seront étudiés le jour suivant.

La réunion est suspendue à 17 h 45.

JEUDI 29 JUIN 1972

La réunion reprend à 9 h.

Article IX - Recommandations du premier Conseil consultatif
des Districts bilingues, 1971

Le Secrétaire expose brièvement les méthodes suivies par le gouvernement au sujet de l'étude des recommandations du premier Conseil, à la suite de laquelle le Gouvernement a décidé, au printemps, de ne mettre aucune de ces recommandations à exécution, mais de désigner immédiatement un nouveau Conseil chargé d'étudier l'ensemble de la situation et de faire de nouvelles recommandations à la lumière des données plus récentes fournies par le recensement de 1971.

Le président demande à chacun des membres de commenter la façon dont les gouvernements des provinces, la presse et la population des différentes régions et provinces ont accueilli le rapport du premier Conseil. Au cours de la discussion, on évalue la situation actuelle dans chaque province et on discute longuement de la façon d'aborder dans son ensemble le problème de la province de Québec et, en particulier, la délicate question de Montréal.

Article X - Méthodes et plan de travail aux fins de l'enquête

Les différents points mentionnés à cet article de l'ordre du jour font l'objet d'une longue discussion. On ne procède qu'à une analyse préliminaire car, de l'avis général, il est trop tôt pour en arriver à des conclusions définitives sans étudier le problème plus avant, et il serait préférable d'attendre une autre réunion pour prendre certaines décisions. Il est convenu que l'article X de l'ordre du jour relatif aux méthodes et plan de travail sera étudié de nouveau à la prochaine réunion. De plus, les points particuliers suivants concernant des ententes, propositions ou demandes sont consignés:

- (1) Il est convenu qu'aucune audience publique n'aura lieu.
- (2) Il est convenu que le Conseil recevra toutes les propositions et étudiera avec bienveillance toutes les demandes en vue d'entretiens privés avec des organisations, groupes ou particuliers.

Il est convenu que, lorsque le Conseil ou quelques membres du Conseil projetteront de se rendre dans une localité, il serait sage de prévenir de cette visite les groupes ou citoyens intéressés.

- (3) M. Fox propose, comme étape préliminaire, que les membres discutent librement avec leurs amis ou d'autres personnes qui résident dans les districts éventuels en vue de recueillir leurs avis et de chercher à connaître à titre officieux leurs sentiments et leurs idées. Ils feraient connaître leurs observations lors de la prochaine réunion.
- (4) Il y a divergence d'opinion en ce qui a trait au besoin de se rendre à nouveau dans les régions que le premier Conseil a visitées et recommandées comme districts bilingues. Quelques membres estiment que la chose n'est pas nécessaire; d'autres sont d'avis qu'il s'agit ici d'un nouveau Conseil devant assumer la responsabilité de ses décisions et qu'il serait souhaitable, surtout pour les nouveaux membres, d'aller sur place se rendre compte de la situation dans diverses régions. Il existe également un certain nombre de cas indéterminés ou de régions présentant des difficultés qu'il conviendrait d'étudier à nouveau, à la lumière des données du dernier recensement, en fonction de leur viabilité ou de nouvelles limites appropriées. Il est convenu, d'une façon générale, que les membres désireux de voyager par petits groupes seront libres de le faire.

Le président demande aux membres de faire parvenir, avant le 14 août, une liste provisoire des endroits qu'ils aimeraient visiter, et d'y indiquer le moment qui leur conviendrait.

- (5) M. Lamontagne demande qu'une liste des principaux endroits à visiter soit établie. Le secrétaire fait savoir qu'il dressera une liste des régions qui, à son avis, présentent des difficultés, mais qu'en réalité, il appartient aux membres du Conseil de décider ce qu'ils voudront faire. Mme Carrothers met en doute l'opportunité de s'en remettre entièrement aux seuls membres d'une région. Elle se dit d'avis qu'il faudrait éviter de suivre la tendance constante qui consiste, au Canada, à traiter tous les problèmes sur une base régionale. Elle soutient

que ce Conseil est un Conseil national chargé d'attributions à l'échelle nationale. On discute quelque peu; différentes opinions sont émises relativement au rôle éducatif que le Conseil joue lors de ses visites dans certaines régions. Le président souligne que le premier Conseil a découvert que de nombreux résidents des régions visitées avaient été très heureux de rencontrer des membres d'un Conseil créé par le gouverneur en conseil et d'étudier leurs problèmes avec eux. Mme Raymond demande qu'un exemplaire des cartes des circonscriptions électorales du Québec, ainsi que des copies des deux comptes rendus du gouvernement de cette province portant sur la "Division du Québec en dix régions et 25 sous-régions administratives" et la "Division par districts scolaires de la ville de Montréal" soient distribués à tous les membres.

- (5) Il est convenu que les membres seront libres d'accorder à la presse écrite et parlée des interviews portant sur les districts bilingues et le travail du Conseil, pourvu qu'ils précisent qu'ils ne parlent pas au nom du Conseil mais en leur propre nom.

Il est convenu qu'un mémoire d'ordre général de deux ou trois pages expliquant les dispositions de la Loi sur les langues officielles de même que la nature et les attributions du Conseil sera rédigé aux fins de publicité. On doit également fournir aux membres les extraits de la Loi susceptibles de leur être utiles.

- (6) M. Mackey fait valoir qu'il y a lieu d'exploiter, dans toute la mesure du possible, les recommandations du premier Conseil et d'étudier ses conclusions dans cette optique. Il propose également que, lors de son enquête, le Conseil envisage les groupes minoritaires d'une façon dynamique plutôt que statique et tente de classer par type les différentes possibilités en matière de bilinguisme.

- (7) On discute aussi rapidement de l'ordre suivant lequel les diverses provinces pourraient être visitées. Il est fait remarquer que les visites du premier Conseil au Québec et dans certaines parties de l'Ontario n'ont pas été aussi poussées que dans certaines autres provinces.

Article XI - Consultations avec les gouvernements des provinces

Les membres approuvent la proposition du président de remettre les consultations avec les provinces à une date ultérieure, c'est-à-dire jusqu'à ce que le Conseil soit en mesure de proposer des recommandations concrètes.

Article XII - Questions supplémentaires - Recherche

A la suite d'une discussion ouverte par des questions de Mlle Duckworth et portant sur la nature et le genre de recherche requis par le Conseil, M. Hickman, appuyé par M. Savoie, propose que le Conseil accepte d'employer M. Donald G. Cartwright, spécialiste en géographie économique, à titre d'agent de recherche et d'expert-conseil. La proposition est acceptée.

Article XIII - Date de la prochaine réunion

Il est convenu que la prochaine réunion aura lieu à Ottawa les lundi 14 et mardi 15 août 1972.

Article XIV - Ajournement

A 13 h 30, M. Mackey, appuyé par M. Savoie, propose l'ajournement de la réunion. La proposition est acceptée.

Paul Fox
Président

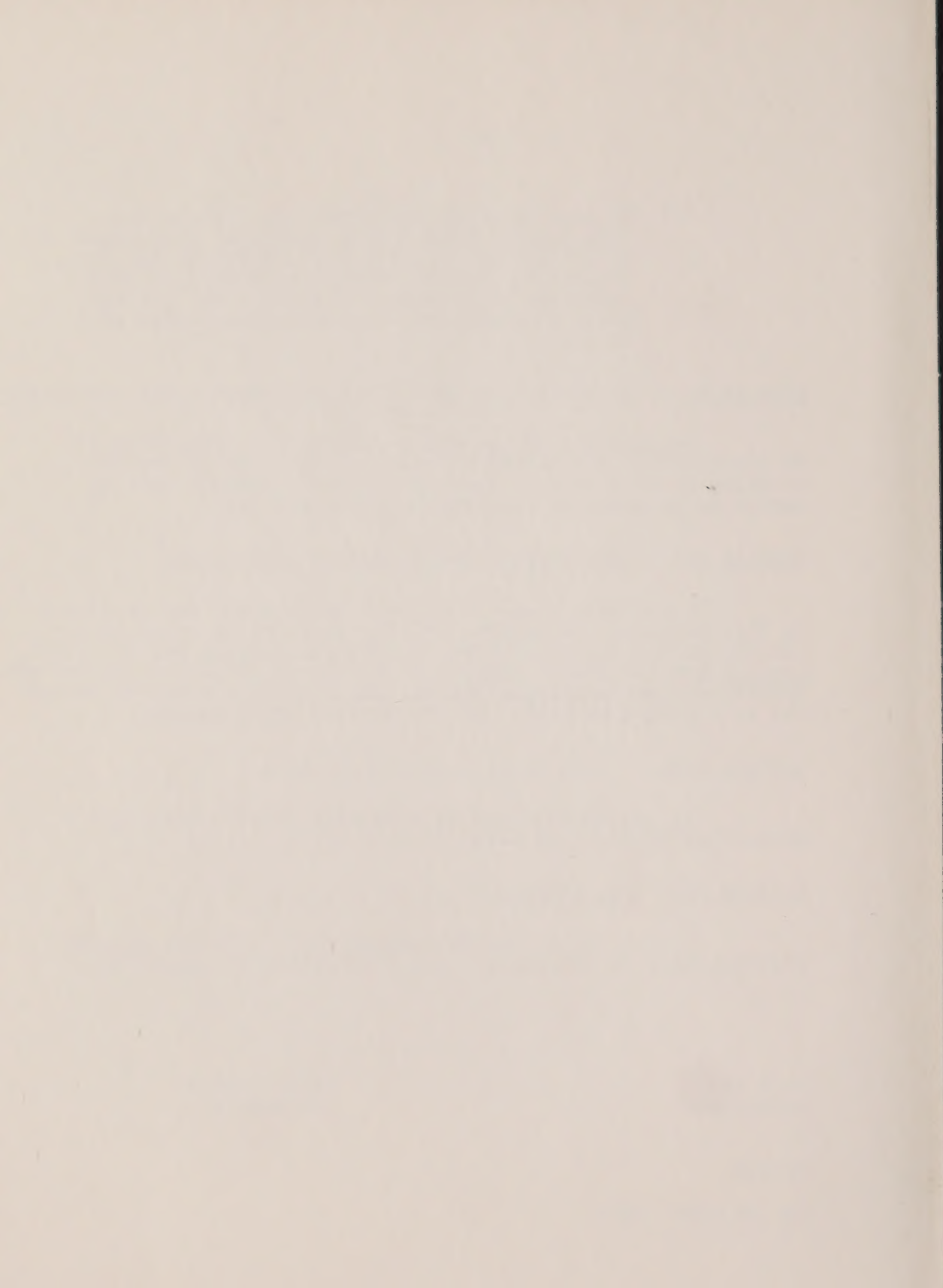
Neil Morrison
Secrétaire

Ottawa

le 30 août, 1972



SUPERFINE
LINEN RECORD
-100% RAC-CANADA-





ACCO.

ACCOPRESS^{TMAC}



YELLOW	25070	JAUNE
BLACK	25071	NOIR
BLUE	25072	BLEU
RL. BLUE	25073	RL. BLEU
GREY	25074	GRIS
GREEN	25075	VERT
RUST	25078	ROUILLE
EX RED	25079	ROUGE

ACCO CANADA INC.
WILLOWDALE, ONTARIO

* INDICATES
75% RECYCLED
25% POST-
CONSUMER FIBRE



*SIGNIFIE 75 %
FIBRES RECYCLÉES,
25 % DÉCHETS DE
CONSOMMATION

BALANCE OF PRODUCTS
25% RECYCLED

AUTRES PRODUITS:
25 % FIBRES RECYCLÉES

